

POLLUTION D'OUED MOUILAH A TLEMCEN :

« Toutes les mesures prises pour garantir la salubrité de l'eau destinée à la consommation »

page 3

ED DIWAN

N°2410

Quotidien national d'informations | Samedi 14 Novembre 2026 | - Prix : 15 DA Tirage 2000

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE:

« L'Algérie demeurera un partenaire engagé dans les efforts visant à relever le défi climatique »



page 2

Actualité

L'Algérie porte les atteintes marocaines à l'environnement à la COP31 2



M. Chaib préside les travaux de la 6ème session des consultations politiques algéro-russes 2

KRIKOU : « Les pratiques illégales au niveau des eaux partagées aux frontières ouest sont contraires aux usages et conventions internationales » 3

M. Merad salue les résultats réalisés par la Sûreté nationale dans la lutte contre les différentes formes de criminalité

p3

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE:

« L'Algérie demeurera un partenaire engagé dans les efforts visant à relever le défi climatique »

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, jeudi, que l'Algérie demeurera un partenaire engagé dans les efforts visant à relever le défi climatique, fidèle à la responsabilitéqui lui incombe envers les générations futures.



Dans une allocution adressée aux participants aux travaux de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 31), qui se tient à Antalya (Turquie), lue par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, le président de la République a indiqué qu'"aucun pays ne peut relever seul le défi climatique", soulignant "l'impératif pour nous tous d'œuvrer de concert, dans un esprit de coopération, de justice et d'équité, pour une action climatique qui honore les engagements pris et ne laisse personne pour compte". A ce propos, il a affirmé que l'Algérie demeurera " un partenaire engagé dans cette démarche, fidèle à la responsabilité qui lui incombe envers les générations futures".

Appelle à faire face aux changements climatiques dans un esprit de coopération et de justice

Par ailleurs, le président de la République a appelé, jeudi, à faire face aux changements climatiques dans un esprit de coopération, de justice et d'équité, en consacrant le principe des responsabilités communes mais différenciées entre les pays du monde. Le président de la République a estimé qu'"aucun pays ne peut relever seul le défi climatique, d'où l'impératif pour nous tous d'œuvrer de concert, dans un esprit de coopération, de justice et d'équité, pour une action climatique qui honore les engagements pris et ne laisse personne pour compte". Dix ans après l'adoption de l'Accord de Paris, la première évaluation mondiale a mis en évidence que l'effort collectif pour faire face aux changements climatiques "demeure en deçà" de l'objectif que nous nous sommes fixé, et que "le déficit de financement n'est pas moins important que celui enregistré en matière de réduction des émissions", a poursuivi le président de la République. A ce propos, Monsieur le Président a réaffirmé que "la transition énergétique ne saurait être juste que si elle repose sur le principe des responsabilités communes mais différenciées, respectant les processus de développement des pays, en tenant compte de leurs spécificités et en préservant leur souveraineté". "L'Algérie, qui vit le changement climatique comme une réalité établie, frappant de plein fouet sa sécurité hydrique et alimentaire, se trouve confronté à une équation délicate, celle de la nécessité de répondre aux aspirations de notre peuple en matière de développement et d'emploi, tout en contribuant à l'effort mondial de réduction des émissions, malgré notre faible part dans celles-ci", a poursuivi le président de la République. Il a affirmé que l'approche algérienne pour répondre à cette équation "a toujours été claire et sans équivoque", à savoir que "le développement et l'action climatique ne sont nullement incompatibles, dès lors que la transition s'opère de manière souple et progressive et bénéficie du soutien nécessaire prévu par l'Accord de Paris". Le président de la République a souligné, dans ce sens, que l'Algérie a placé la lutte contre les changements climatiques "au cœur de ses politiques publiques, dans un cadre institutionnel et de planification qui ne cesse de se renforcer". A cet effet, il a passé en revue une série de projets nationaux concrets consacrant cette voie, l'Algérie ayant entrepris, sur financement national, la réalisation de la première phase d'un programme visant à atteindre une capacité de 15.000 mégawatts en énergies renouvelables à l'horizon 2035 avec l'adoption d'une stratégie nationale de l'hydrogène. Une attention particulière est, par ailleurs, accordée à l'efficacité énergétique et au développement du transport collectif, ainsi qu'à la réduction du torchage du gaz et des émissions de méthane, a ajouté le président de la République. "L'Algérie poursuit ses efforts pour préserver sa sécurité hydrique, à travers le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation des eaux traitées, ainsi que la relance du projet du Barrage vert, selon une approche associant la lutte contre la désertification et le développement des zones rurales", a poursuivi le président de la République. "Nous sommes également en voie d'achever un plan national d'adaptation aux changements climatiques", a-t-il ajouté. "Dans cette démarche, l'Algérie a soumis sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN), qui prévoit un objectif inconditionnel de réduction des émissions de 14% à l'horizon 2035, entièrement financé sur nos ressources nationales, avec notre disposition à porter ce taux à 31% dès lors qu'un soutien international serait assuré", a rappelé le président de la République.

COP31 :

Mme Krikou présente les réalisations de l'Algérie dans le domaine de l'économie circulaire

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Kaouter Krikou, a présenté, lors de sa participation aux travaux de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP31), qui se tient à Antalya (Turquie), les efforts et les réalisations de l'Algérie dans le domaine de l'économie circulaire, notamment à travers l'encouragement des jeunes, des micro-entreprises et des start-up à s'engager dans cette activité. Lors de son intervention à une table ronde intitulée "Zéro déchet, économie circulaire et méthane", la ministre a mis en avant les efforts déployés par l'Algérie pour encourager les initiatives environnementales à dimension durable, soulignant l'engagement de plus de 6000 opérateurs économiques dans les domaines de la valorisation des déchets et de l'économie verte. La participation de l'Algérie à ce rendez-vous international constitue une occasion de présenter ses efforts nationaux en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, à travers les différentes mesures et politiques sectorielles adoptées, ainsi que de mettre en évidence les résultats obtenus dans la mise en œuvre de ses engagements internationaux en matière de climat.

L'Algérie porte les atteintes marocaines à l'environnement à la COP31

En marge de la 31e Conférence des parties sur le climat (COP31), qui se tient à Antalya, en Turquie, l'Algérie a présenté les pratiques qu'elle dénonce à la frontière occidentale du pays concernant les eaux partagées. La ministre de l'Environnement, Kaoutar Krikou, a assuré que ces agissements illégaux sont contraires aux conventions et usages internationaux. Hier jeudi, le ministère de l'Environnement, en coordination avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a organisé un événement parallèle intitulé « L'Algérie, terre de résilience : des savoirs hérités aux solutions d'adaptation au climat ». La rencontre a réuni des responsables gouvernementaux, des représentants d'organisations internationales et des acteurs du secteur environnemental. Parmi les participants figuraient Yasmine Fouad, secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, Abdallah ben Ali Al-Amri, président de l'Autorité de l'environnement du sultanat d'Oman, Joao Manuel do Amaral Steves, secrétaire d'État à l'Environnement du Portugal, et Massouda Mint Baham Mohamed Laghdaf, ministre mauritanienne de l'Environnement et du Développement durable.

M. Chaib préside les travaux de la 6ème session des consultations politiques algéro-russes

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a coprésidé, jeudi à Alger, avec le vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, M. Gueorgui Borissenko, les travaux de la 6e session des consultations politiques algéro-russes, et ce dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de partenariat stratégique approfondi, signée à Moscou en juin 2023, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son homologue russe, M. Vladimir Poutine, indique un communiqué du ministère. Cette session a permis de passer en revue l'état des relations de coopération et de partenariat entre les deux pays, et d'examiner les moyens de les renforcer et de les élargir dans différents domaines, ainsi que d'échanger les vues et les analyses sur les principales questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment "les développements de la situation au Moyen- Orient, les questions palestinienne et du Sahara occidental, et la situation dans la région du Sahel", précise le communiqué. Dans ce contexte, les deux parties ont souligné "leur volonté commune de poursuivre le renforcement du dialogue politique, de la concertation et de la coordination à tous les niveaux, conformément au caractère stratégique des relations algéro-russes, et au service des intérêts communs des deux pays", conclut le communiqué.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux reçoit son homologue syrien

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, a reçu, jeudi au siège du ministère, le ministre syrien de la Justice, M. Mazhar Al-Wais, et la délégation l'accompagnant, en présence de cadres du ministère de la Justice. Cette rencontre intervient à l'occasion de la tenue des travaux de la 42e session du Conseil des ministres arabes de la Justice, tenus en Algérie les 10 et 11 novembre 2026. Les entretiens ont porté sur les relations de coopération dans les domaines judiciaire et juridique entre les ministères de la Justice des deux pays, ainsi que sur les perspectives de développement de cette coopération au mieux des intérêts des deux pays.

ED-DIWAN
Quotidien National d' Informations
Edité par EURL Société Seghir de communication
Le Site : www.fr.eddiwan.dz

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN / E - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Cite bois des pins ALGER
Directrice de la publication
FATIMA-ZOHRA SEGHIR

Impression : SIA
Z I el Alia - Beb Ezzouar - Alger
DIFFUSION: eldjazairdoc.com
« Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur-Alger.
Téléphone : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45/020.05.13.77
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Le Site :
www.fr.eddiwan.dz
Email :
contact@eddiwan.dz
esc.societe@gmail.com
0660 74 95 86
Service Publicité
Tel : 0770 77 03 30
FAX : 042 30 81 57

Les textes et les photographies envoyés ou remis à la rédaction ne peuvent être rendus ni faire l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tout article sauf accord de la direction du journal.

Quotidien national d'informations culturelles
ED DIWAN

POLLUTION D'OUED MOUILAH A TLEMCEN :

« Toutes les mesures prises pour garantir la salubrité de l'eau destinée à la consommation »

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a assuré, jeudi à Alger, que toutes les mesures nécessaires avaient été prises pour garantir la salubrité de l'eau destinée à la consommation des citoyens habitant à proximité de Oued Mouilah, qui se déverse dans le barrage de Hammam Boughrara, dans la daïra de Maghnia (Tlemcen), et empêcher que les eaux polluées en provenance du Maroc ne les atteignent.



Lors d'une plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Mme Khalida Boudefeche, présidente de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, M. Bouzegza a précisé que son département ministériel avait mis en place l'ensemble des dispositifs nécessaires pour garantir la salubrité de l'eau destinée à la consommation des habitants riverains de Oued Mouilah et empêcher l'arrivée des eaux polluées en provenance du Maroc jusqu'aux citoyens. Dans ce cadre, le ministre a fait état de plusieurs mesures visant à renforcer l'approvisionnement en eau potable, notamment la réalisation d'une station de dessalement de l'eau de mer d'une capacité de production de 300.000 m3, prévue à Marsa Ben M'hidi (Tlemcen), qui alimentera la wilaya ainsi que les wilayas limitrophes, outre le programme des stations d'épuration implantées dans la daïra de Maghnia, ainsi que le contrôle quotidien de la qualité de l'eau. Il a également annoncé la mise en place d'une commission spécialisée, composée d'experts et de spécialistes du domaine, chargée du suivi de la qualité de l'eau et de la réalisation périodique des analyses nécessaires afin de s'assurer de la conformité de l'eau provenant du barrage aux normes sanitaires, soulignant, à ce titre, l'importance d'informer les citoyens des différents résultats et détails relatifs à ces analyses. Concernant les répercussions environnementales et sanitaires de cette situation, M. Bouzegza a indiqué que les analyses effectuées sur les eaux avaient révélé des indicateurs "inacceptables", notamment une hausse des teneurs en ammoniac et une baisse du taux d'oxygène, outre d'autres paramètres, relevant que le déversement de déchets et d'eaux polluées dans les Oueds était inadmissible, de tels agissements étant contraires aux lois et aux conventions internationales et préjudiciables à l'être humain ainsi qu'à l'ensemble des composantes de l'environnement. Les effets de ces eaux ne se limitent pas à l'être humain et aux animaux, mais touchent également l'environnement et la végétation. La disparition de certaines espèces végétales qui poussaient sur les berges de l'Oued et l'apparition d'autres espèces toxiques ont ainsi été constatées. Des dégâts ont aussi été relevés sur les oliviers, avec l'apparition de changements dans leur état et de parasites nuisibles, poursuit le ministre, qui a attribué ces phénomènes aux substances polluantes et toxiques qui transitent par ce cours d'eau depuis la zone frontalière jusqu'au barrage de Hammam Boughrara. Pour rappel, une importante délégation ministérielle conduite par le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, s'était rendue, mardi dans la wilaya de Tlemcen, sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, afin de constater de près la situation de l'Oued et d'évaluer les conséquences environnementales et sanitaires de ce phénomène, en vue de prendre les mesures nécessaires pour y faire face.

KRIKOU :

« Les pratiques illégales au niveau des eaux partagées aux frontières ouest sont contraires aux usages et conventions internationales »

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a souligné, depuis Antalya, que les pratiques illégales au niveau des eaux partagées aux frontières ouest de l'Algérie étaient contraires aux usages et conventions internationales, indique vendredi un communiqué du ministère. La ministre s'exprimait lors d'une rencontre organisée, jeudi, par le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, en coordination avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en marge des travaux de la 31e session de la Conférence des Parties sur le climat (COP31), qui se tient dans la ville turque d'Antalya, sous le thème "L'Algérie, terre de résilience : des savoirs ancestraux aux solutions d'adaptation au climat". Cette rencontre a constitué une occasion de mettre en avant l'expérience algérienne dans le domaine de l'action climatique, à travers la présentation de projets stratégiques, à l'instar du projet du Barrage vert, du parc d'Oued Smar et des stations de dessalement de l'eau de mer, ainsi que d'autres initiatives nationales visant à renforcer l'adaptation aux changements climatiques, à en atténuer les effets et à protéger les écosystèmes et la biodiversité. Dans ce cadre, les efforts déployés pour ancrer une approche de développement durable fondée sur le renforcement de la résilience environnementale ont également été présentés. La rencontre a aussi été marquée par la présentation d'un exposé audiovisuel sur "les pratiques adoptées au niveau des frontières ouest de l'Algérie, contraires aux usages et chartes environnementales internationales, à travers la pollution systématique des eaux partagées, en violation des dispositions de la convention internationale encadrant ce domaine, ce qui porte atteinte à l'équilibre écologique et à la biodiversité des ressources naturelles nationales", précise le communiqué. La rencontre s'est déroulée en présence de personnalités onusiennes, de responsables gouvernementaux et de représentants d'organismes et d'associations environnementaux, notamment la secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, Yasmine Fouad, le président de l'Autorité de l'environnement du Sultanat d'Oman, Abdallah Ben Ali Al-Omari, le secrétaire d'Etat chargé de l'Environnement de la République du Portugal, Joao Manuel do Amaral Esteves, ainsi que la ministre de l'Environnement et du Développement durable de la République islamique de Mauritanie, Massouda Bint Baham Mohamed Laghdaf, outre une représentante du Programme des Nations unies pour le développement.

PRODUITS AGRICOLES:

L'Algérie renforce ses dispositifs de valorisation et de protection à l'étranger

L'Algérie poursuit ses efforts pour mieux identifier et valoriser ses produits agricoles de qualité, tout en renforçant leur protection sur les marchés internationaux, notamment pour des produits de terroir comme la Deglet Nour de Tolga et la figue sèche de Beni Maouche, selon une responsable du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Dans ce cadre, des cahiers des charges relatifs au label national agricole de qualité supérieure ont été finalisés pour cinq produits, à savoir la viande rouge ovine, les dattes, le safran et l'huile d'olive, et le couscous, a indiqué à l'APS Naïma Bouras, sous-directrice chargée de la labellisation au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Des ateliers techniques ont été organisés en septembre dernier à Alger, dans le cadre d'un jumelage institutionnel, pour examiner et évaluer ces cahiers des charges, a-t-elle relevé, précisant que ces ateliers visaient notamment à examiner et à consolider les critères techniques et qualitatifs nécessaires à l'obtention de ce label national officiel, destiné à mieux valoriser les produits agricoles nationaux et à renforcer leur compétitivité, notamment à l'export. "La finalisation de ces documents représente une étape essentielle pour rendre opérationnels les signes de qualité en dotant les produits concernés de référentiels techniques et qualitatifs adaptés", a-t-elle expliqué. Cette opération a été réalisée dans le cadre du Programme facilité d'appui aux priorités de partenariat Algérie-UE (FAPP), qui accompagne le renforcement du système national de qualité, d'accréditation et de certification. "La mise en œuvre de ce signe de qualité contribuera à consolider le système national de labellisation et à valoriser les produits agricoles algériens, en complément des autres signes de qualité, notamment les indications géographiques (signes attestant l'origine d'un produit) et l'agriculture biologique, tout en favorisant progressivement leur rapprochement avec les référentiels internationaux", a-t-elle ajouté. Parallèlement à la mise en place de ce cadre national, l'Algérie œuvre à renforcer la protection et la valorisation à l'international de deux produits de terroir déjà labellisés : Deglet Nour de Tolga et la figue sèche de Beni Maouche. Pour la Deglet Nour de Tolga, cette démarche est menée dans le cadre de la coopération entre l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), a mentionné la même responsable. "Cette démarche permet d'assurer la protection internationale du produit et d'accompagner sa commercialisation via SILAT, la plateforme commerciale de l'OMPI", a-t-elle fait savoir, précisant que la Deglet Nour sera ainsi commercialisée en tant que datte algérienne reconnue et bénéficiant d'une indication géographique nationale, tout en étant protégée contre l'usurpation, dans l'attente de sa certification internationale officielle. La responsable a indiqué, à ce propos, que le ministère de l'Agriculture devra engager une procédure administrative en coordination avec le ministère des Affaires étrangères et celui de l'Industrie, afin de se conformer à l'Acte de Genève, qui prévoit une protection internationale des appellations d'origine et des indications géographiques. Par ailleurs, la Deglet Nour a fait l'objet d'une mise à jour dans le "Codex Alimentarius" (code alimentaire mondial élaboré par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture-FAO et l'Organisation mondiale de la santé-OMS), passant de la classification de datte sèche à celle de datte molle ou demi-molle, conformément à ses caractéristiques réelles. "Cette révision, qui tient compte des spécificités qualitatives des dattes algériennes, renforce sa protection juridique et sa valeur sur les marchés internationaux", s'est félicitée Mme Bouras. S'agissant de la figue sèche de Beni Maouche, l'Algérie l'a choisie comme produit prioritaire dans le cadre du programme mondial OCOP (One Country, One Priority Product - Un pays, un produit prioritaire) de la FAO, aux côtés d'autres produits retenus par les pays participants, à l'instar du palmier dattier choisi par l'Irak et du café par l'Arabie saoudite, a-t-elle indiqué. Déployée dans plus de 70 pays, cette initiative vise à promouvoir des systèmes alimentaires durables à travers le développement de chaînes de valeur vertes, la réduction des intrants chimiques et la limitation des impacts environnementaux, a-t-elle fait savoir. Dans ce cadre, des actions sont prévues pour améliorer la commercialisation internationale de la figue sèche de Beni Maouche et valoriser davantage ce produit de terroir déjà labellisé au niveau national. Une coopération avec la Turquie se poursuit également dans ce cadre, à travers l'organisation de formations au profit des acteurs de la filière.

M. Merad salue les résultats réalisés par la Sûreté nationale dans la lutte contre les différentes formes de criminalité

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, a salué, jeudi à Alger, les résultats importants réalisés par la Sûreté nationale dans la lutte contre les différentes formes de criminalité et le démantèlement de réseaux criminels organisés, grâce à des opérations qualitatives. Présidant l'ouverture d'une rencontre nationale d'orientation destinée aux hauts cadres de la Sûreté nationale, à l'Ecole supérieure de police Ali Tounsi, M. Merad a souligné l'intérêt et l'attention particulière accordés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à ce corps de sécurité, notamment à travers le renforcement de ses moyens, ajoutant que les résultats accomplis par cette institution ces dernières années témoignent de "son engagement et de son professionnalisme". A ce titre, il a rappelé les "opérations qualitatives" menées par les services de police, notamment celles ayant permis de démanteler des réseaux criminels organisés transfrontaliers spécialisés dans le trafic illicite de drogues et de psychotropes, ainsi que de faire échec aux activités d'autres réseaux criminels étrangers tentant de porter atteinte à la sécurité du pays. Il a également mis en avant le rôle important de sensibilisation assuré par les services de police auprès des citoyens. Le ministre a, par ailleurs, salué la "pleine et concrète adhésion" de la Sûreté nationale aux orientations du président de la République visant à moderniser l'ensemble des secteurs et à promouvoir le recours au numérique et aux technologies modernes, afin d'améliorer le service public et de concrétiser les principes de transparence et de bonne gouvernance. Il a également souligné le "rôle prépondérant" de ce corps dans l'aide apportée aux pouvoirs publics pour la prise de décision, grâce à des méthodes modernes, notamment les nouvelles applications dédiées aux signalements et aux plaintes, ainsi qu'aux prestations administratives et organisationnelles. Ce corps "était et demeure l'un des bastions des institutions souveraines et légales, grâce à ses rôles vitaux inhérents aux impératifs de la sécurité et de l'ordre publics, intrinsèquement liés au concept de développement global", a-t-il soutenu. A ce titre, M. Merad a passé en revue les acquis réalisés au profit de cette institution sécuritaire, à travers la révision des différents textes réglementaires la régissant et l'affectation des enveloppes financières nécessaires pour répondre aux exigences opérationnelles, de gestion et de logistique, ainsi que celles liées à la promotion de la ressource humaine. Il a fait observer que la nomination des chefs de sûreté des wilayas nouvellement créées et le parachèvement de l'installation des structures sécuritaires à travers l'ensemble des 69 wilayas s'inscrivent dans le cadre de la "concrétisation de la volonté de l'Etat de renforcer la présence du corps de la Sûreté nationale et d'étendre son déploiement sur tout le territoire national", et ce, de manière à "consacrer le principe du rapprochement de la police du citoyen, à garantir une réponse efficace à ses préoccupations et à réunir les conditions de sécurité, de quiétude et de sérénité, outre le renforcement des efforts de prévention et de lutte contre la criminalité et la consolidation du sentiment de sécurité". Dans le même sillage, le ministre a salué l'"excellente coordination et la complémentarité sécuritaire" entre les services de la Sûreté nationale, l'Armée nationale populaire (ANP) et les autres corps de sécurité.

PROJET DE PHOSPHATE INTEGRE :

Arkab examine avec la société chinoise CHEC l'état d'avancement des travaux de réalisation du quai du port d'Annaba

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a examiné, jeudi à Alger, avec le président du conseil d'administration de la société China Harbour Engineering Company (CHEC), Bai Yinzhan, les moyens de renforcer la coopération avec le groupe Sonatrach, notamment dans le domaine de la réalisation des infrastructures portuaires du quai minéralier du port d'Annaba, dans le cadre du projet de phosphate intégré, indique un communiqué du ministère.



La rencontre, qui s'est déroulée en présence du président-directeur général (P-DG) du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, et de plusieurs cadres du secteur, a permis de faire le point sur l'état d'avancement des travaux réalisés par la société chinoise au titre d'un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC, Engineering, Procurement and Construction), conclu avec Sonatrach le 12 août 2026, précise la même source. Ces infrastructures revêtent une importance stratégique dans la chaîne logistique du projet. Elles seront destinées à la réception et au chargement du phosphate enrichi, des engrais et des produits connexes à destination des marchés national et international. Les entretiens ont également porté sur les perspectives de coopération dans d'autres projets, notamment la réalisation d'un quai au port de Skikda destiné au chargement du gaz naturel liquéfié (GNL) et aménagé pour accueillir des méthaniers de grande capacité, ainsi que sur les possibilités de partenariat et d'investissement dans des projets industriels couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures et dans des projets de dessalement de l'eau de mer. A cette occasion, M. Arkab a souligné l'importance stratégique du projet de phosphate intégré pour la valorisation des ressources nationales et le développement des industries de transformation, insistant sur la nécessité de respecter les délais contractuels et les normes de qualité, et de renforcer la coordination entre les différents partenaires afin de garantir la réalisation des infrastructures portuaires conformément aux objectifs fixés. De son côté, le président du conseil d'administration de la société chinoise a fait part de l'intérêt de son entreprise à renforcer sa présence en Algérie et à développer sa coopération avec le groupe Sonatrach, s'engageant à poursuivre les efforts en vue d'achever les travaux et de livrer le projet dans les délais contractuels impartis. Au terme de la rencontre, les deux parties ont réaffirmé leur volonté de poursuivre les concertations et la coordination et d'élargir les domaines de coopération et de partenariat au mieux des intérêts communs, conclut le communiqué.

ENTREPRENEURIAT:

l'ITPA d'Oran lance l'encadrement de sa première promotion de porteurs de projets



Le Centre de développement de l'entrepreneuriat de l'Institut technologique de la pêche et de l'aquaculture (ITPA) d'Oran a lancé sa première promotion dédiée à l'accompagnement des porteurs de projets, composée de 12 bénéficiaires dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture, a indiqué, mercredi, le directeur de l'institut, Mohamed Bittour. M. Bittour a précisé que le Centre, qui a ouvert ses portes durant l'année en cours en collaboration avec l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), a étudié 25 idées de projets, dont 12 ont été retenues pour bénéficier d'un accompagnement et d'un encadrement. Il a souligné que la majorité des porteurs de ces projets sont des étudiants ayant suivi leur formation au sein de l'Institut. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du ministère de tutelle visant à promouvoir l'esprit entrepreneurial chez les jeunes et à les encourager à créer leurs propres entreprises, à travers la mise en place de centres de développement de l'entrepreneuriat, en collaboration avec l'agence NESDA, dans les différentes wilayas du pays. A ce titre, les premières promotions ont récemment entamé leur parcours d'encadrement dans les wilayas d'Oran et d'Annaba, a-t-il fait savoir. Cette première promotion regroupe des porteurs de projets dans plusieurs spécialités liées aux activités de la pêche maritime et de l'aquaculture, notamment la mécanique navale, l'aquaculture marine et continentale, ainsi que des projets portant sur les bateaux de plaisance à vocation touristique, a précisé le même responsable. M. Bittour a affirmé que le Centre de développement de l'entrepreneuriat est ouvert à l'ensemble des porteurs de projets dans les domaines de la pêche maritime et de l'aquaculture, qu'ils soient étudiants universitaires ou investisseurs, afin de les accompagner dans la concrétisation de leurs idées et leur transformation en projets économiques.

ENERGIE :

Une réunion consacrée aux mécanismes de prévision de la demande en gaz et au bilan de Sonelgaz du 3e trimestre

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, jeudi, une réunion du Comité de coordination au niveau du ministère, consacrée principalement au dossier de la mobilité électrique, à l'acquisition d'un outil de prévision de la demande en gaz, ainsi qu'à l'examen du bilan des activités du groupe Sonelgaz au titre du 3e trimestre 2026, indique un communiqué du ministère. Cette réunion, tenue en présence de cadres et de responsables du ministère, ainsi que de représentants des organismes et établissements concernés, a permis d'assurer le suivi des dossiers d'investissement relatifs au raccordement aux réseaux énergétiques des projets de "Baladna", "Bonifiche Ferraresi" et "Cevital", ainsi que d'examiner la situation des grands consommateurs de gaz, précise la même source. A cette occasion, M. Adjal a donné une série d'instructions et d'orientations portant notamment sur la nécessité d'assurer "un suivi rigoureux des différents dossiers examinés, d'accélérer la cadence de mise en œuvre des programmes et projets inscrits, de renforcer la coordination et la complémentarité entre les différents acteurs, tout en veillant au respect des délais impartis et à la réalisation des objectifs escomptés, à même de garantir l'amélioration des performances et le renforcement de l'efficacité de la gestion au niveau du secteur", conclut le communiqué.

TRAVAUX PUBLICS :

Djellaoui reçoit le président du conseil d'administration de la Banque d'export-import de Chine

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a reçu, jeudi à Alger, le président du Conseil d'administration de la Banque d'export-import de Chine (China EximBank), Chen Huaiyu, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération dans le financement des projets d'infrastructures, notamment les projets ferroviaires et portuaires, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre avec le responsable chinois, tenue au siège du ministère, en présence de l'ambassadeur de la République populaire de Chine auprès de l'Algérie, Dong Guangli, et de la délégation l'accompagnant, ainsi que des cadres du ministère et de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), a permis d'examiner les voies et moyens de consolider la coopération entre l'Algérie et la banque chinoise, précise la même source. Les entretiens ont porté sur la possibilité de financer, par le biais de prêts bancaires, des projets d'infrastructures, notamment ferroviaires et portuaires, outre les perspectives de partenariat futur, conclut le communiqué.

BANQUES :

Le Crédit Populaire d'Algérie lance le service de paiement en ligne depuis l'étranger

Le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) a annoncé jeudi le lancement d'un service de paiement en ligne à l'international, permettant à la clientèle commerciale de la banque d'accepter les paiements effectués depuis l'étranger par cartes internationales, Visa et Mastercard, émises par les banques étrangères. Cette solution, baptisée CPAzonepay, s'inscrit dans le cadre des efforts de la banque "en faveur de la transformation digitale et l'accompagnement de sa clientèle professionnelle" et est destinée aux commerçants et entreprises algériennes disposant d'un site web marchand, précise un communiqué du CPA. A travers CPAzonepay, le CPA veut accompagner les entreprises et les commerçants dans la digitalisation de leur service de paiement et le développement de leur activité commerciale, en leur offrant la possibilité de commercialiser leurs produits et services en faveur d'une clientèle internationale, a-t-on ajouté. Ce service s'adresse notamment aux entreprises opérant dans le tourisme, l'hôtellerie et le transport aérien, aux PME exportatrices ainsi qu'aux entreprises relevant du secteur de la santé et des télécoms, l'éducation, la formation en ligne et l'artisanat. Il permet aussi "une ouverture à l'international par l'acceptation des paiements effectués depuis l'étranger, l'élargissement de la base clients en accédant à une clientèle internationale en plus de la locale, la gestion simplifiée des paiements et la fiabilité et la sécurité des transactions", souligne la banque publique. "Avec le lancement de CPAzonepay, le CPA réaffirme son engagement à mener à bien la stratégie de transformation digitale déjà amorcée. En proposant cette solution innovante, le CPA contribue efficacement à l'expansion des prestations et produits nationaux sur les marchés internationaux", ajoute le communiqué.

L'Université Constantine 3 ouvre huit postes de doctorat dans les domaines des arts et de l'industrie cinématographique

L'Université Constantine 3 (Salah Boubnider) a organisé, jeudi après-midi, un concours national d'accès à l'Ecole doctorale de l'industrie cinématographique et de l'industrie culturelle, au niveau de la Faculté des arts et de la culture, avec huit postes ouverts dans les spécialités de l'art publicitaire et de l'industrie cinématographique.



Dans une déclaration à l'APS, le recteur de l'université, Chaabane Baïtiche, a indiqué que ce concours a enregistré la participation de 370 candidats, répartis entre deux spécialités, à savoir 303 candidats en art publicitaire et 67 en industrie cinématographique. Il a également souligné que l'organisation s'est déroulée dans des conditions maîtrisées, grâce aux préparatifs engagés en amont, permettant le lancement de la première épreuve commune aux deux spécialités dans un climat particulièrement serein. M. Baïtiche a, par ailleurs, précisé que ce concours national a été encadré par des enseignants qualifiés issus de dix universités du pays, ajoutant que les candidats provenaient de quinze wilayas. De son côté, le doyen de la Faculté des arts et de la culture, Bouzid Kacem, a affirmé que ce projet s'inscrit dans le cadre du programme mis en place par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en vue de promouvoir le domaine des arts et de renforcer son rayonnement dans ses dimensions académique et artistique, en phase avec les orientations des hautes autorités du pays, qui accordent une importance particulière à ce secteur, considéré comme un levier de "diplomatie culturelle douce" contribuant à la défense des intérêts nationaux sur les plans académique et scientifique. Il a expliqué que le choix de cette spécialité répond à la volonté de la faculté de former des docteurs capables de créer de la richesse, tout en s'appuyant sur une solide formation académique. Le même responsable a également mis en avant la contribution attendue des études cinématographiques et de l'art publicitaire à la valorisation esthétique, artistique et créative du patrimoine algérien, profondément enraciné dans l'histoire.

ILLIZI :

Journée d'information sur les perspectives d'exportation et le commerce de troc frontalier

Une journée d'information consacrée à l'exportation et au commerce de troc frontalier, a été organisée, samedi à Illizi, par la direction du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national. Placée sous le signe de "l'exportation : perspectives prometteuses pour la diversification de l'économie nationale et la promotion des produits locaux", la rencontre, organisée avec le concours de la Chambre de commerce et d'industrie "Tassili", s'inscrit dans le cadre de la vulgarisation du processus d'exportation, mettant l'accent particulièrement sur le troc frontalier, a-t-on précisé à la direction du secteur. Elle a réuni des opérateurs économiques activant dans le domaine du commerce de troc, ainsi que des membres de la commission régionale chargée du suivi de cette activité, aux côtés des services de sécurité, des impôts, des douanes et de la Chambre de commerce et d'industrie, dans le but de présenter le bilan du commerce de troc pour l'année 2026, comparativement aux années précédentes, et d'examiner les préoccupations soulevées par les opérateurs du secteur. Le programme de cette journée comprenait une série d'interventions sur l'encadrement du commerce de troc et les cadres juridiques et fiscaux qui le régissent, animées par des représentants de la Direction régionale des Douanes, des services de sécurité et des impôts. Des présentations ont également été faites sur les exportations en général et le commerce de troc frontalier en particulier, ainsi que sur les avantages fiscaux, commerciaux et financiers accordés par l'Etat aux opérateurs activant dans ce créneau, selon la même source.

BATNA :

1ère session de formation à l'élaboration des plans d'aménagement et de gestion durable des aires forestières

L'école nationale des forêts de Batna a abrité, dimanche la première session de formation à "l'élaboration des plans d'aménagement et de gestion durable des aires forestières" sous l'égide du directeur de gestion du patrimoine forestier et alfatier à la Direction générale des forêts (DGF), Mohamed Boughalia. Axée sur la gestion durable des aires forestières, cette session qui se poursuivra jusqu'au 12 novembre courant regroupe des cadres de 20 conservations des forêts et des quatre parcs nationaux de Belezma (Batna), d'El Kala (El Tarf), de Taza (Jijel) et de Gouraya (Bejaia). L'objectif de la rencontre, organisée par la DGF dans le cadre de la formation continue des cadres du secteur, est d'unifier les méthodes et consolider les approches scientifiques relatives à la gestion des aires forestières, a indiqué à l'APS M. Boughalia, relevant que sa tenue vient en application des nouveaux textes législatives du secteur. Supervisée par les cadres de l'école nationale des forêts et la conservation des forêts de la wilaya de Batna, cette session permettra de former des formateurs dans le domaine de l'élaboration des plans de gestion forestière qui assurera à leur tour la formation des cadres et agents au niveau des conservations des forêts, selon la même source qui a précisé que son programme comporte des communications théoriques appuyées par des travaux appliqués et une sorite vers une des forêts de la wilaya de Batna. Une deuxième session sur le même thème est programmée à l'école nationale des forêts du 22 au 26 novembre courant au profit des cadres de 20 autres conservations des forêts et quatre parcs nationaux, a indiqué le directeur de l'école, Azzedine Bounouara.

ILLIZI :

Formation de 20 artisans dans le domaine du tannage du cuir

Une formation spécialisée dans le tannage du cuir a été lancée à Illizi au profit de 20 artisans, dans le but de développer leur savoir-faire et de contribuer à la préservation de ce patrimoine artisanal ancestral, a-t-on appris lundi auprès de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM). Cette formation, qui s'étale du 8 au 12 novembre courant au Centre de l'artisanat, est encadrée par l'artisan-formateur Mahmoud Laazaoui, a précisé le directeur de la CAM, Nacer Nouasria. Elle est organisée en coordination avec la direction du Tourisme et de l'Artisanat, de l'Agence de gestion du microcrédit et de l'Agence d'appui et de développement de l'entrepreneuriat, ainsi que de la Cellule de solidarité de proximité et de la direction de l'Action sociale et de la Solidarité. L'initiative a également vu la participation de trois (3) stagiaires aux besoins spécifiques, dans le cadre d'une collaboration avec le Centre psychopédagogique, afin de les intégrer dans le marché du travail et d'améliorer leurs compétences dans le domaine de l'artisanat. Cette session de formation vise à valoriser les produits locaux et à ouvrir de nouvelles perspectives en matière de création d'emplois, ainsi qu'à préserver les métiers traditionnels et à transmettre les connaissances et l'expertise dans ce segment aux générations futures, selon la même source.

TISSEMSILT:

Raccordement de plus de 90 foyers au réseau d'AEP dans la commune Beni Lahcen (Direction)

Plus de 90 foyers du douar "El Brahmia", relevant de la commune de Beni Lahcen, dans la wilaya de Tissemsilt, ont récemment été raccordés au réseau d'alimentation en eau potable, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de l'Hydraulique de la wilaya. Cette opération s'inscrit dans le cadre des projets du secteur des ressources en eau dans la wilaya. Une enveloppe financière de 794 millions de dinars lui a été consacrée. Les travaux ont notamment porté sur la réalisation d'un réseau de distribution et d'un réservoir d'eau d'une capacité de 150 mètres cubes. Ce projet, désormais mis en exploitation, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer le développement local et à améliorer les conditions de vie des habitants des zones rurales, en leur garantissant un approvisionnement régulier et continu en eau potable. Ces projets de développement devraient contribuer à la fixation des populations dans leurs localités, notamment dans les villages et les zones rurales, ainsi qu'au renforcement du développement durable à travers les 22 communes de la wilaya, a indiqué la même source. Par ailleurs, les travaux de réalisation de deux forages profonds dans les communes d'Ouled Bessam et d'El Ayoune se poursuivent à un stade avancé. La réception du premier forage est prévue, prochainement, tandis que le taux d'avancement des travaux du second a dépassé les 80%. La mise en service de ces deux infrastructures devrait permettre d'alimenter en eau potable plus de 5.000 logements, contribuant ainsi au renforcement des capacités de production de cette ressource vitale et à l'amélioration de sa distribution à travers les différentes régions de la wilaya.

TINDOUF:

Campagnes de sensibilisation pour encourager les agriculteurs et éleveurs à s'affilier à la CASNOS

L'antenne de wilaya de Tindouf de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) poursuit, depuis le mois de mai dernier, l'organisation de campagnes de sensibilisation et de sorties de terrain ciblant les agriculteurs et les éleveurs, dans le but de les encourager à adhérer au système de sécurité sociale et de les informer des avantages de la couverture sociale, ainsi que des facilités accordées pour le paiement des cotisations par voie électronique. Ces campagnes visent, notamment, à mettre en évidence les prestations offertes par la caisse aux assurés sociaux et à leurs ayants-droit, en particulier l'assurance maladie, la prise en charge des médicaments, ainsi que la couverture en cas d'invalidité et de décès. Elles portent également sur l'importance de l'affiliation en tant que garantie de protection sociale pour l'agriculteur et sa famille. Dans ce contexte, le directeur de l'antenne de wilaya, Abdelaziz Berhami, a indiqué que les services de la caisse ont intensifié leurs efforts pour se rapprocher des agriculteurs et des éleveurs, à travers le renforcement de la coordination avec la Chambre de l'agriculture et l'organisation de sorties de terrain, tenant compte des spécificités de leurs activités et de leurs conditions de travail, notamment leurs déplacements entre les exploitations agricoles, les zones pastorales et les régions frontalières. Il a ajouté que ces initiatives ont permis d'obtenir des résultats positifs, le nombre d'agriculteurs affiliés ayant presque doublé au cours de l'année 2026, par rapport aux années précédentes. Concernant les facilités accordées, le même responsable a souligné que les agriculteurs peuvent bénéficier de la couverture sociale moyennant une cotisation mensuelle estimée à 1.500 DA. Des facilités sont également proposées pour le paiement des cotisations, en tenant compte du caractère saisonnier de l'activité agricole et de la variation des revenus des professionnels du secteur.

Ces campagnes s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés par la caisse pour élargir sa base d'adhérents et renforcer la culture de la sécurité sociale auprès des agriculteurs et des éleveurs, afin de leur garantir, ainsi qu'aux membres de leurs familles, l'accès à la protection et aux prestations sociales offertes par le système.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE:

Examen de la possibilité de fabriquer en Algérie des dispositifs modernes de surveillance du diabète avec un laboratoire américain

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a examiné, jeudi à Alger, avec des représentants du Conseil d'affaires algéro-américain et du laboratoire américain "Abbott", la possibilité de concrétiser un projet de fabrication en Algérie de dispositifs modernes de surveillance de la glycémie, notamment au profit des enfants atteints de diabète.



Cela est intervenu lors d'une audience accordée par le chargé de la gestion du secrétariat général du ministère de l'Industrie pharmaceutique, Abdelhakim Boudis, au président du Conseil d'affaires algéro-américain, Samy Boukaila, accompagné de représentants du laboratoire américain "Abbott", en présence du président du comité des médicaments essentiels, Amar Tebaibia, et de représentants de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) et du groupe "Saidal", ainsi que de cadres du ministère, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre a été consacrée à l'examen d'un projet d'introduction d'une technologie moderne permettant une surveillance continue et précise de la glycémie, facilitant ainsi le suivi quotidien des patients et de contribuant à améliorer la qualité de leur prise en charge sanitaire. Dans ce cadre, M. Boudis a souligné l'importance d'orienter la coopération vers l'établissement d'un partenariat allant au-delà de la commercialisation de cette technologie sur le marché national, afin d'inclure le transfert de technologie et de connaissances, l'échange d'expertises, outre la localisation de la fabrication et de la production au niveau local. Il a également appelé à étudier la possibilité de fabriquer ces dispositifs en Algérie, afin de garantir leur approvisionnement durable et de faciliter leur accès aux patients, tout en renforçant les capacités nationales dans le domaine des technologies médicales. Par ailleurs, la rencontre a permis de présenter les orientations du ministère de l'Industrie pharmaceutique visant à promouvoir la production nationale et à développer les compétences algériennes, ainsi qu'à renforcer les partenariats dans les domaines de la recherche-développement, de la formation spécialisée et du transfert de technologie.

CANCER DU SEIN:

La sensibilisation et la prévention, seules solutions



Le cancer du sein est le premier cancer féminin en termes de fréquence dans la wilaya de Tizi Ouzou. Avec une prévalence de 300 à 350 voire plus de nouveaux cas chaque année, le cancer du sein touche une femme sur 9. Des chiffres qui, bien que bas, restent alarmants pour la santé publique. Et pour cause, en 2025, le Centre de lutte contre le cancer (CLCC) ex CAC de Draâ Ben Khedda a enregistré 1603 nouveaux cas de cancer, dont 449 cas de cancer du sein. Soit plus de 28% des cancers toutes pathologies confondues qui ont affecté.

De grosses remises de la part des structures privées de santé

C'est pourquoi, ce mois d'octobre est mis à profit dans le cadre de l'opération octobre rose pour sensibiliser un maximum de femmes. Et ce par des actions menées par le mouvement associatif en collaboration avec la direction de la santé et ses différentes structures (hôpitaux et polycliniques), les directions de l'éducation nationale et de culture qui mettent à la disposition de cette opération les établissements sous tutelle. Le CRA et l'association El Fadjr de soutien aux cancéreux ont mobilisé aussi leurs adhérents et bénévoles pour mener à bien cette opération. Pour leur part, les structures privées de santé ont consenti de grosses remises allant entre 10 à 50% sur les examens radiologiques comme la mammographie (50%), l'échographie mammaire (40%), la DMO (30%) ou encore l'IRM Mammaire (20%) tout en offrant les consultations gratuites au quotidien.

De nombreuses femmes actives touchées par le cancer du sein

C'est dire que c'est la mobilisation générale contre ce mal qui emporte de nombreuses vies au quotidien. Et ce même sur le lieu de travail où elle doit être une règle avec des campagnes soutenues et continues que doit organiser la médecine du travail qui veille sur la santé des travailleurs. Car au-delà des campagnes nationales, la santé au travail joue un rôle clé dans la sensibilisation et l'accompagnement des salariés. Informer, soutenir et encourager les bonnes pratiques de santé contribue à créer un environnement professionnel où le bien-être et la prévention sont au centre des priorités. Chaque année, de nombreuses femmes actives sont touchées par cette maladie. Outre l'impact émotionnel et physique, le cancer du sein peut également perturber la vie professionnelle. Les traitements peuvent être éprouvants, entraînant des absences prolongées, une baisse de la productivité et parfois même une impossibilité de travailler temporairement. D'où l'importance de cette sensibilisation sur les sites économiques et administrations publics ou privés.

OUM EL BOUAGHI :

Des ambulances pour 5 établissements publics hospitaliers



Cinq établissements publics hospitaliers (EPH) de la wilaya d'Oum El Bouaghi ont été renforcés mercredi par des ambulances médicalisées neuves. L'opération de distribution de ces ambulances et de remise de leurs arrêtés aux directeurs des EPH bénéficiaires a été présidée au siège de la wilaya par le chef de l'exécutif local Benabdallah Chaïb Eddour accompagné du directeur de la santé et de la population (DSP), Mohamed El Ayeb. Il s'agit de l'EPH Mohamed-Boudiaf du chef-lieu de wilaya, de l'EPH Mostefa-Ben Boulaïd d'Ain M'lila, de l'EPH Salah-Zerdani d'Ain Beida, de l'EPH Hamouda-Omar d'Ain Fakroun et de l'EPH Mohamed-Bouhafs de Meskiana. La remise de ces ambulances acquises sur le budget de la wilaya s'inscrit dans le cadre des efforts d'amélioration du service public de prise en charge des malades, a indiqué le directeur de la santé qui a souligné que quatre autres ambulances seront acquises au titre du programme sectoriel et seront réservées aux EPH enregistrant un manque en moyens. M. El Ayeb a ajouté que dans le cadre du renforcement des moyens des hôpitaux, un appareil d'Imagerie par résonance magnétique (IRM) a été acquis au profit de l'EPH d'Ain M'lila et un scanner médical pour l'EPH d'Ain Beida.

3ème Congrès de pneumologie les 13 et 14 novembre

3 congrès de pneumologie se tiendront les 13 et 14 novembre à Alger, avec la participation d'experts algériens, arabes et internationaux. Organisée par la Société algérienne de pneumologie (SAP), en collaboration avec la Ligue arabe des médecins pneumologues, la manifestation réunira des spécialistes en pneumologie autour des dernières avancées dans la compréhension, le diagnostic et le traitement des pathologies respiratoires. Elle regroupera 3 rendez-vous : le Congrès international de pneumologie, le 2e Congrès de la Ligue arabe des médecins pneumologues et le 4e Congrès national de la SAP.

Les parcours et les évolutions des maladies respiratoires

Placée sous le thème «Le poumon au fil du temps : Comprendre les parcours et les évolutions des maladies respiratoires à travers les différentes étapes de la vie», la rencontre mettra l'accent sur les particularités des affections pulmonaires selon les âges, les dernières avancées dans le diagnostic et le traitement des maladies respiratoires mais aussi sur les changements physiologiques qui influencent les capacités respiratoires. Une approche qui permettra d'aborder les maladies respiratoires dans toute leur complexité, depuis leur apparition jusqu'à leur évolution et leur prise en charge. Présidée par le Pr Merzak Gharnaout, également à la tête de la Ligue arabe des médecins pneumologues, les journées scientifiques favoriseront le partage des connaissances et les expériences médicales de différents pays. Les travaux seront notamment consacrés aux méthodes récentes de diagnostic, aux nouvelles options thérapeutiques ainsi qu'aux modalités de suivi des patients.

Croiser les expertises

La présence d'experts internationaux, aux côtés de professeurs et de spécialistes algériens et arabes, donnera lieu à des échanges autour des pratiques médicales modernes. Des conférences, des séances scientifiques et des ateliers spécialisés permettront d'examiner les évolutions de la discipline et les réponses qu'elles offrent aux professionnels de santé. Outre la présentation des avancées scientifiques, le rendez-vous incontournable « va contribuer au renforcement de la formation médicale continue et à la promotion de la recherche dans le domaine respiratoire, selon le Pr Gharnaout. Et d'ajouter : «Il sera également l'occasion de consolider les liens entre les sociétés savantes et les équipes médicales, dans la perspective d'une meilleure circulation des connaissances et d'une prise en charge plus adaptée des patients ». « La pneumologie sera ainsi abordée sous un angle à la fois scientifique et clinique, avec une attention particulière portée aux parcours des patients et aux réponses médicales que nécessitent les maladies respiratoires tout au long de la vie », conclut le scientifique.

ED DIWAN Quotidien national d'informations culturelles

Mme Aslaoui reçoit le président de la Commission nationale indépendante des droits de l'Homme de la République du Burundi

La présidente de la Cour constitutionnelle, Mme Leïla Aslaoui, a reçu, jeudi à Alger, le président de la Commission nationale indépendante des droits de l'Homme (CNIDH) de la République du Burundi, M. Martin Blaise Nyaboho, dans le cadre de la visite effectuée par une délégation de la Commission en Algérie, indique un communiqué de la Cour.



Lors de cette rencontre tenue au siège de la Cour constitutionnelle, en présence de membres de cette institution et du secrétaire général, le responsable burundais était accompagné de la présidente du Conseil national des droits de l'homme (CNDH), Mme Maya Fadel Sahli, précise la même source. A cette occasion, Mme Aslaoui a évoqué "l'expérience algérienne en matière de justice constitutionnelle, mettant en avant les missions et les prérogatives de cette institution dans la garantie de la suprématie de la Constitution, la protection des libertés et des droits fondamentaux, ainsi que la consolidation des fondements de l'Etat de droit et des institutions". Cette rencontre a également constitué un "espace d'échange de points de vue et de présentation d'expériences pionnières sur le rôle des institutions constitutionnelles dans la mise en place de garanties protectrices des droits et libertés, contribuant ainsi au renforcement des relations de coopération et de complémentarité institutionnelle au niveau africain, et à l'approfondissement de l'action commune dans les domaines de la promotion des droits de l'Homme et de la primauté du droit", ajoute le communiqué. Cette visite a "permis à M. Martin Blaise Nyaboho et à la délégation l'accompagnant de découvrir les différentes structures et espaces de la Cour constitutionnelle, notamment les salles d'audience et de délibérations, la bibliothèque, et l'espace muséal". Pour rappel, la délégation burundaise effectue une visite en Algérie du 8 au 14 novembre.

RD CONGO :
28,8 millions de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë (ONU)



La faim continue d'atteindre des niveaux alarmants en République démocratique du Congo (RDC), où 28,8 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, a indiqué le Programme alimentaire mondial (PAM). S'appuyant sur les nouvelles données de la Classification intégrée de la sécurité alimentaire (IPC), couvrant la période du 21 septembre au 2 novembre, le PAM a averti, dans un communiqué publié jeudi, que "le nombre de personnes touchées pourrait dépasser les 30 millions entre janvier et juin 2027". Les données révèlent également qu'environ 3,6 millions de personnes sont confrontées à une situation d' urgence alimentaire. " Derrière ces chiffres se trouvent des vies humaines, notamment celles de femmes, de personnes déplacées et d'enfants3 , a alerté Alain Akpadji, représentant résident du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) en RDC, lors d'un atelier organisé dans la capitale, Kinshasa, à l'occasion de la présentation de ces données. Les provinces orientales du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri restent les régions les plus durement touchées. Selon Akpadji, dans de nombreuses régions concernées, l'insécurité alimentaire est étroitement liée à la persistance des conflits et des violences, qui limitent l'accès aux terres, perturbent la production agricole, les marchés et les moyens de subsistance des populations, malgré des terres particulièrement fertiles et un important potentiel agricole. De son côté, Benjamin Toirambe, responsable au ministère congolais de l'Agriculture, a assuré que "le gouvernement s'efforcerait de mobiliser des ressources importantes au profit des ministères concernés afin d'améliorer la situation alimentaire des communautés locales".

ESPAGNE :
Une île des Canaries appelle à l'aide face à l'afflux de migrants

Les autorités de l'île espagnole d'El Hierro, dans l'archipel des Canaries, ont demandé samedi l'aide de Madrid après avoir décrété l'état d'urgence en raison de l'arrivée de milliers de migrants. Plusieurs milliers de migrants sont arrivés ces dernières semaines dans cet archipel situé au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest, l'une des principales portes d'entrée vers l'Union européenne. Nombre d'entre eux ont débarqué à El Hierro où depuis début novembre plus de 3.300 personnes sont arrivées à bord d'une trentaine d'embarcations, selon les autorités locales. "Nous sommes très préoccupés (...) par cette forte augmentation des arrivées", a déclaré à la télévision publique espagnole Alpidio Armas, président du conseil de cette île de près de 12.000 habitants. "C'est effectivement ce qui nous a poussés à décréter l'état d'urgence afin de garantir un cadre de collaboration" avec les autorités régionales et nationales, a-t-il ajouté. Vendredi soir, le gouvernement local a déclaré "l'état d'urgence sociale" sur l'île afin de réclamer aux gouvernements régional et national davantage de ressources et une meilleure coordination pour gérer la situation. Pour l'instant, les autorités locales cherchent des lieux d'hébergement temporaire, a indiqué M. Armas. Cette période de l'année se caractérise par une augmentation des arrivées aux Canaries en raison des conditions de navigation favorables.

El Nino principal responsable des incendies en Indonésie, selon un rapport



Les incendies de forêt qui ont ravagé de vastes étendues de forêts et de végétation en Indonésie cette année ont été principalement causés par un phénomène El Nino intense, exacerbé par le changement climatique et des décennies de destruction des paysages naturels, selon un rapport publié vendredi. El Nino est en grande partie responsable d'un déficit pluviométrique extrême dans le vaste archipel d'Asie du Sud-Est entre juillet et octobre, ayant réduit les précipitations saisonnières d'environ 50%, indique ce rapport établi par des scientifiques du groupe World Weather Attribution (WWA). "Les températures saisonnières, d'août à octobre, ont été marquées par le changement climatique, principalement dû à la combustion des énergies fossiles, qui a rendu la chaleur saisonnière environ 1,6 C plus intense", indiquent les chercheurs. "Le réchauffement d'origine humaine a rendu ces conditions atmosphériques (propices aux incendies) environ trois fois plus probables, tout en les rendant plus intenses", selon le rapport. Les chercheurs ont également souligné que la déforestation et le drainage des tourbières, liés à l'agriculture et à l'exploitation minière et forestière, ont largement contribué à cette catastrophe liée aux incendies. La fumée des feux de forêt a rendu malades des centaines de milliers de personnes en Indonésie, qui ont inhalé des fumées toxiques et a exposé beaucoup d'autres personnes dans les pays voisins à des niveaux de pollution atmosphérique dangereusement élevés. "Les paysages indonésiens ont radicalement changé au cours des 30 dernières années , le drainage intensif des tourbières et la déforestation ont créé des paysages qui peuvent être extrêmement vulnérables aux départs de feu", a expliqué le météorologue Pramudhian Firdaus, du groupe de recherche sur les incendies de forêt FLARE, qui figure parmi les chercheurs ayant produit ce rapport de WWA. "Ces résultats montrent à quel point la réduction des émissions, tout comme la protection durable des forêts et des tourbières, jouent un rôle important dans l'atténuation des risques futurs", a-t-il souligné. Le dernier bilan officiel fourni par les autorités indonésiennes, fin juillet, s'établit à 202.000 hectares brûlés. Le ministère des Forêts a indiqué mercredi travailler à l'actualisation de ses estimations concernant les terres touchées par les incendies. L'Indonésie connaît régulièrement des incendies durant la saison sèche mais ceux de 2026 ont été particulièrement intenses.

LIGUE 1 MOBILIS :

Messaoudi, meilleur joueur du mois d'octobre



L'attaquant de la JS Kabylie, Billel Messaoudi, est désigné meilleur joueur du mois d'octobre du championnat de Ligue 1 Mobilis par la Ligue de football professionnel (LFP). Messaoudi (28 ans) s'est particulièrement illustré au cours du mois écoulé, en se montrant décisif à trois reprises. Il a notamment contribué aux bons résultats de son équipe lors des déplacements face à l'ES Sétif (1-1) et à l'USM Khenchela (3-0), avant d'offrir aux Canaris un précieux succès à domicile contre la JS El Biar (1-0). Ces performances ont permis à Messaoudi de se distinguer et de décrocher cette distinction individuelle qui vient récompenser sa contribution aux bons résultats de la JS Kabylie. Il succède au défenseur jordanien de l'ES Sétif, Hadi El-Hourani, élu meilleur joueur du championnat du mois de septembre.

BOXE:

L'Algérie retourne au sein de l'IBA

L'International Boxing Association (IBA) salue le retour de l'Algérie sous sa bannière, dans une correspondance adressée à la Fédération algérienne de boxe (FAB). Le secrétaire général de l'instance internationale a exprimé sa satisfaction à la suite de cette décision, ce qui met fin, du coup, à la rupture entre la Fédération algérienne de boxe et l'IBA.

Préserver la présence des pugilistes algériens dans les différentes compétitions

Il convient de rappeler, à ce titre, que l'Algérie avait quitté l'IBA pour rejoindre World Boxing, dont les activités bénéficient de la reconnaissance du Comité international olympique (CIO). Ce changement suite à l'attitude de l'IBA envers de la championne olympique algérienne, Imane Khelif. Cette dernière a décidé de reprendre le service dans un combat prévu le 15 décembre prochain. La Fédération algérienne de boxe a finalement opté pour un retour au sein de l'instance internationale, avec pour objectif de préserver la présence des pugilistes algériens dans les différentes compétitions et de leur garantir une continuité dans leur parcours international.

L'IBA organise annuellement plusieurs compétitions amateurs de haut niveau

En effet, l'IBA organise annuellement plusieurs compétitions amateurs de haut niveau, ce qui permettra à nos pugilistes de se frotter avec les meilleurs boxeurs du monde et de parvenir à améliorer davantage leur niveau. Cette décision n'exclut toutefois pas le maintien des relations avec World Boxing, notamment dans la perspective des prochaines échéances olympiques. La question de la qualification aux Jeux impose, en effet, de participer à des échéances organisées par la WB. A la faveur de cette décision, le noble art national va pourvoir évoluer dans un environnement institutionnel marqué par la coexistence de deux instances majeures de la boxe mondiale.

ALGERIE :

Le véritable adversaire de Hemdani n'est pas

Pour le stage de novembre, Brahim Hemdani a décidé de sélectionner 26 joueurs. Six de ses choix principaux, dont 5 joueurs de champ, ne sont plus à disposition.



Pour le deuxième regroupement de suite depuis son arrivée sur le banc de l'Algérie, le technicien fait face à des aléas qui risquent de peser. Surtout que les matchs en question sont officiels et ne comptent pas pour du beurre. Clairement, tout ne va pas dans le bon sens pour le successeur de Vladimir Petkovic. Il faudra s'adapter. Une nouvelle fois. Hemdani n'aura pas les indispensable habituels à portée pour les utiliser. Pour la deuxième date FIFA de suite, Rafik Belghali, titulaire habituel sur le côté droit de la défense, ne sera pas là. La première fois, c'était à cause d'une suspension. Cette fois, c'est en raison d'une blessure. C'est le cas aussi pour Bachir Belloumi et Hicham Boudaoui ainsi qu'Amin Chiakha alors qu'Abdellatif Ramdane a été exempté en raison du décès tragique de son père. Cette défection du pensionnaire du Torino FC n'est pas ce qui aidera à retrouver de l'équilibre derrière. "Il est difficile d'espérer réaliser de bons parcours dans les éliminatoires et les grands tournois sans une assise défensive solide. Nous avons affiché certaines lacunes lors du premier rassemblement. Il faudra trouver les bonnes complémentarités entre les joueurs pour rendre notre défense plus hermétique et réduire le nombre de buts encaissés", indiquait déjà Hemdani il y a une semaine en conférence de presse.

L'obligation de résultats

A ce moment, Belghali et Hadjam, plus en jambes par rapport à la dernière fenêtre internationale quand il débarquait sans assez de minutes avec Brighton & Hove Albion, étaient sur la liste. Quelques jours plus tard, les deux sont forfaits. Il s'agit de deux éléments majeurs. C'est pour dire que faire sans eux ne facilitera pas la tâche du chef de la barre technique Dz. Au-delà des deux rencontres à venir face aux Togolais, c'est la CAN 2027, prévue l'été prochain (19 juin – 17 juillet), qui ne laisse pas vraiment le temps au staff des Fennecs pour perfectionner les automatismes avec désormais une seule trêve internationale à exploiter : celle de mars prochain. Pourtant, Hemdani essaie tant bien que mal de conjuguer l'expérimental et la performance. "Nous sommes seulement à notre deuxième rassemblement et nous avons besoin de mieux connaître les joueurs. Les changements effectués nous permettent d'explorer d'autres possibilités, de renouveler le groupe et d'évaluer de nouveaux éléments. Nous cherchons progressivement à instaurer une certaine stabilité", relevait l'ancien coach des U20 algériens. Explorer, il pourra toujours le faire avec la possibilité d'essayer Mohamed Azzi à droite ou Fahem Benaïssa-Yahia à gauche… avec les risques que cela pourrait entraîner. Tout cela avec l'obligation de résultats dans les éliminatoires de la CAN 2027.

VOLLEY-BALL:

Vers la nomination d'un sélectionneur polonais pour l'EN féminine



La Fédération algérienne de volley-ball (FAVB) compte engager un sélectionneur polonais pour l'EN féminine. Même si elle pris la décision de geler les activités de la sélection nationale féminine de volley-ball pendant deux ans, la FAVB réfléchit à un projet pour reconstruire un team conquérant.

La qualification aux Jeux Olympiques 2032 comme objectif

Selon le président de la FAVB, Mohand Tamadartaza, il sera question de relancer le six national féminin avant la fin de l'année avec une nouvelle stratégie. «Nous allons rassembler un groupe de jeunes joueuses issues des catégories des moins de 19 ans et 21 ans. Ce sera un point de départ d'une nouvelle ère. Le principal objectif sera de former une équipe capable de se qualifier pour les Jeux Olympiques 2032 de Brisbane. Pour bâtir une nouvelle sélection nationale conquérante, nous allons confier la barre technique à un technicien Polonais. Il sera associé à un projet qui rentre dans le cadre de la convention avec la fédération de son pays», a-t-il fait savoir. Concernant le début de sa mission, Tamadartaza a indiqué qu'il est attendu avant la fin de l'année : «Nous avons tout conclu avec le concerné par rapport à la durée du contrat, ainsi que les objectifs de son bail. Il sera parmi nous à Alger avant le nouvel an. Comme je l'ai déjà déclaré, nous avons convenu avec la partie polonaise d'avoir la contribution de l'expertise de l'un des meilleurs pays au monde en volley-ball.» Au chapitre de l'équipe nationale A hommes, les négociations avec Badis Oukarache vont être conclues incessamment. «Sauf impondérable, nous allons programmer une dernière réunion pour clore le dossier de son maintien. Après la qualification au championnat du monde 2027 en Pologne, nous voulons garantir aux joueurs toutes les conditions idoines pour travailler dans la stabilité. En tant que fédération, nous estimons que le technicien en question mérite de continuer son aventure avec l'équipe», a-t-il assuré.

Le championnat débutera le 4 décembre

Outre les attentes concernant les équipes nationales, le coup d'envoi de la nouvelle saison du championnat de division Une et Deux suscite des interrogations. Après plusieurs reports à la demande des clubs, la FAVB a décidé de programmer l'entame de l'exercice 2026-2027 le 4 décembre. «Initialement, nous avons choisis de décaler le début de la saison pour la fin du mois en cours. Au vu de la campagne électorale et les élections fixées pour le 28 novembre, nous avons choisi d'entamer le championnat une semaine après. Ce qui va donner du temps aux clubs de tout préparer pour une entame sans gros soucis», fait savoir le patron de la Fédération algérienne de volley-ball.

L'USMA a célèbré sa saison historique hier

L'USM Alger organisera ce vendredi une grande célébration à l'occasion de son triplé historique, composé de la Coupe d'Algérie, de la Coupe de la Confédération africaine et de la Supercoupe d'Afrique, remportées par le club en 2026. Les festivités débuteront à 18 h 30. Dans un communiqué publié ce vendredi, le club a indiqué que le cortège se déroulera à bord d'un bus à impériale de l'ETUSA. Le départ est prévu au stade du 5 Juillet. Le parcours passera par Chéraga, El Biar, la rue Bouguerra, la place Audin, la Grande Poste, Bab El Oued et Rampe Louni Arezki, avant de rejoindre Soustara.

CAN U23 :

Battus (1-2) par l'Eswatini… Les Verts ratent leur entrée en lice

La sélection nationale des moins de 23 ans a manqué ses débuts dans les éliminatoires de la CAN-2027. En déplacement, hier soir en Eswatini, pour le compte du match aller du deuxième tour préliminaire, les hommes de Rafik Saïfi se sont inclinés sur le score de 2 buts à 1. Pourtant, les Verts avaient regagné les vestiaires avec l'avantage au tableau d'affichage, grâce à une réalisation du défenseur Gaëtan Bekhouche. Mais les locaux ont réussi à renverser la situation en seconde période, inscrivant deux buts. Les coéquipiers du gardien Kylian Belazzoug devront désormais réagir lors de la manche retour, prévue lundi prochain au stade olympique du 5-Juillet. Une victoire sera nécessaire pour poursuivre leur parcours et décrocher leur qualification au dernier tour préliminaire, programmé en mars prochain. Pour rappel, la CAN U23 se déroulera en Égypte, en 2027, et servira également de tournoi qualificatif aux Jeux olympiques de Los Angeles 2028.

JOJ-2026 / BOXE :

L'Algérienne Bouthaina Bensalah décroche la médaille d'argent

La boxeuse algérienne Bouthaina Bensalah (48 kg) a remporté la médaille d'argent du tournoi féminin de boxe des Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ-2026), après sa défaite en finale face à l'Indienne Gunjan Gunjan (0-5), jeudi soir au Dakar Expo Center. Les deux médailles de bronze de la catégorie sont revenues à la Britannique Lily Basset et l'Italienne Michela Guglielmi. L'Algérienne avait réalisé un parcours remarquable pour atteindre la finale, en éliminant successivement la Thaïlandaise Pimaika Bayongkasem (5-0), puis la Nigériane Mayowa Shukurah en quart de finale. En demi-finale, disputée mercredi soir, Bensalah avait réussi à arracher sa qualification au terme d'un combat très disputé face à l'Italienne Michela Guglielmi, remporté sur décision partagée des juges (3-2). Cette médaille d'argent vient s'ajouter à celle de bronze décrochée par sa compatriote Sirine Kessal (-51 kg), battue en demi-finale par la Vénézuélienne Grenyelis Garcia, portant ainsi à deux le nombre de médailles algériennes en boxe féminine dans cette compétition. Pour rappel, l'Algérie participe aux Jeux olympiques de la jeunesse de Dakar (31 octobre - 13 novembre 2026) avec une délégation de 41 athlètes engagés dans 17 disciplines.

ÉQUIPE NATIONALE:

Deux autres joueurs forfaits pour le Togo

La sélection algérienne enregistre deux autres défections à la veille du match contre le Togo, avec les forfaits de Belghali et Chiakha pour blessures.



Victime d'une blessure au mollet lors de la séance « d'entraînement de mercredi soir, l'attaquant Amin Chiakha a effectué, ce jeudi, des examens médicaux qui ont confirmé une lésion musculaire. De son côté, Rafik Belghali, qui souffrait de douleurs persistantes au niveau du genou, a été contraint d'interrompre la séance d'entraînement. Les deux joueurs sont, par conséquent, forfaits pour la double confrontation face au Togo, comptant pour les éliminatoires de la CAN 2027 », annonce la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site internet. « Le sélectionneur national, Brahim Hemdani, a décidé de les libérer et de faire appel à Saâdi Radouani, sociétaire de l'USM Alger », ajoute la même source.

FOOTBALL :

La CAF compte inviter les dirigeants des clubs africains à son Congrès à Abuja



La Confédération africaine de football (CAF) prévoit d'inviter les présidents et dirigeants des clubs engagés en Ligue des champions et en Coupe de la Confédération pour la saison 2026-2027 à prendre part à son Congrès, prévu le 21 novembre à Abuja, au Nigeria. A l'initiative du président de l'instance continentale, Patrice Motsepe, cette rencontre vise à renforcer les échanges entre la CAF et les clubs, considérés comme des acteurs essentiels du développement du football africain. Selon les informations communiquées par l'instance africaine, les responsables des clubs sont attendus dans la capitale nigériane à partir du 19 novembre pour participer à plusieurs activités, notamment des réunions de haut niveau. Cette initiative devrait permettre aux dirigeants des clubs de faire entendre leurs préoccupations, de partager leurs expériences et de contribuer aux réflexions sur l'avenir du football continental. Elle s'inscrit dans une démarche visant à associer davantage les clubs aux discussions relatives à la gouvernance et au développement du football africain. En ouvrant ses travaux aux responsables des formations engagées dans ses compétitions interclubs, la CAF entend favoriser un dialogue plus étroit entre les instances dirigeantes et les acteurs du terrain. Cette rencontre intervient alors que les questions liées à l'organisation, à la compétitivité et au développement des compétitions africaines demeurent au cœur des enjeux du football continental. Pour rappel, deux clubs algériens, le MC Alger (Ligue des champions) et l'USM Alger (Coupe de la Confédération) sont qualifiés à la phase de groupes de ces deux compétitions. Le CR Belouizdad pourrait participer à la phase de poules de la C3 en cas de qualification contre la formation mauritanienne des Douanes, qu'il affrontera les 23 et 27 novembre. La JS Saoura avait, elle, été éliminée au premier tour préliminaire de la C1.

Une délégation américaine du Kansas rend visite aux Verts



Une délégation américaine de l'Etat du Kansas rend visite, jeudi, à la sélection algérienne de football au CTN de Sidi Moussa. La délégation américaine, composée de citoyens et de cadres des villes de Kansas City et de Lawrence (Etat du Kansas), en visite en Algérie, s'est rendue jeudi, au Centre technique national (CTN) de football de Sidi Moussa (Alger), où elle a rencontré les joueurs de l'équipe nationale et le staff technique, indique la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site internet.

« Elargir les relations à des domaines autres que le sport »

Cette visite vient traduire les liens d'amitié entre les Algériens et les Américains, qui se sont renforcés lors de la Coupe du monde 2026, durant laquelle la ville de Kansas City avait accueilli l'équipe nationale et des milliers de supporters algériens. Elle coïncide avec la préparation de l'équipe nationale pour le match qui l'opposera à son homologue togolaise, samedi prochain, au stade Hocine Aït Ahmed de Tizi Ouzou, pour le compte de la troisième journée des éliminatoires de la CAN 2027, qui se déroulera au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie. A cette occasion, le maire de la ville de Lawrence, Brad Finkeldei, a exprimé sa joie de rencontrer les joueurs de l'équipe nationale, et d'assister au match qu'ils disputeront, ajoutant que « les relations entre les habitants de la ville de Lawrence et l'Algérie ont débuté par le football, tout en partageant l'ambition commune de les développer et de les élargir à des domaines autres que le sport ».

Des photos souvenirs avec les joueurs de l'EN

De son côté, le directeur des services municipaux de la ville de Lawrence, Madjid Al-Ghafri, a renouvelé ses remerciements et sa gratitude au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ainsi qu'au Gouvernement algérien, pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité réservés durant toute cette semaine qu'il a qualifiée d'« exceptionnelle et riche en activités remarquables ». Il a, en outre, salué les efforts consentis par l'ambassadeur d'Algérie aux Etats-Unis d'Amérique, Sabri Boukadoum, pour organiser cette visite, exprimant ses vœux de réussite à l'équipe algérienne lors des prochaines échéances continentales et internationales. La visite s'est achevée par des photos souvenirs avec les joueurs de l'équipe nationale et les membres du staff technique, puis les deux parties se sont échangé des présents symboliques. Plus tôt dans la journée, la délégation américaine avait visité la Casbah d'Alger et la Basilique Notre-Dame d'Afrique.

RC LENS :

Encore du changement pour Yacine Titraoui !

En l'espace de trois mois, Yacine Titraoui a connu deux entraîneurs différents du côté du RC Lens. Au retour de la trêve internationale, celui qui figure sur la liste des Verts de Brahim Hemdani, ne trouvera pas son coach Yannick Cahuzac. Ce dernier a vu le board le remercier ce mardi. Les mauvais résultats ont en raison de lui. Désigné le 15 septembre dernier comme driver, il ne sera resté que 9 matchs sur le banc des Sange et Or. L'éviction semblait inévitable pour le successeur de Dino Toppmöller résilié contre toute attente à la mi-septembre pour désaccord sur la composition de son staff technique. Pourtant, les résultats étaient plutôt bons pour les lensois à ce moment-là. De plus, même les défaites n'avaient pas une forme de déroutes comme ce 9-1 concédé à domicile contre Como 1907 en Ligue des Champions UEFA sous les ordres de Cahuzac.

L'opportunité de redevenir titulaire pour Titraoui

Après cette rouste, Cahuzac était en sursis pour la réception de l'Olympique de Marseille le week-end dernier. Malheureusement, les siens chutaient une nouvelle fois (1-2) devant leur public. Un résultat qui larguait l'épée de Damoclès sur la tête du technicien français. Il venait de concéder sa 6e défaite en 9 tests pour 3 succès seulement. Sous les ordres de Cahuzac, Titraoui a débuté 4 rencontres seulement. C'est moins de la moitié des matchs dirigés par son désormais ex-driver qui lui préférait Amadaou Haidara. Cela veut dire qu'il n'était pas titulaire à part entière comparé à son statut avec Toppmöller. Par conséquent, le changement aux rênes techniques pourrait être une bonne nouvelle pour le Dz. Il devra collaborer avec un nouveau technicien. Pierre Sage, sur la sellette avec Crystal Palace, est pressenti pour reprendre les commandes. Lui qui connaît bien la maison pour avoir permis à l'équipe de remporter la Coupe de France et terminer 2e de la Ligue 1 Mc Donald's la saison écoulée.

La CAF relance l'appel à candidatures pour les CAN 2028, 2031 et 2033

La CAF relance le processus de candidature pour l'organisation des Coupes d'Afrique des nations (CAN) 2028, 2031 et 2033. Dans une correspondance adressée aux 54 associations membres, la CAF (Confédération africaine de football) précise que l'édition 2028 était maintenue sans changement, tandis que les éditions 2031 et 2033 remplaceront respectivement celles initialement prévues en 2032 et 2036, et ce à la suite de sa décision de rétablir la périodicité biennale de la compétition, indique l'instance dirigeante du football africain.

Le 17 novembre 2026, date limite pour le dépôt des déclarations d'intérêt

Cette nouvelle procédure offre une seconde possibilité à l'ensemble des associations membres, y compris celles qui n'avaient pas pris part au précédent processus, de se positionner pour accueillir l'une ou plusieurs de ces compétitions. Les associations ayant déjà transmis une déclaration d'intérêt ne seront toutefois pas tenues de soumettre un nouveau document, précise la CAF. Le calendrier fixé par l'instance africaine prévoit le 17 novembre 2026, à 18h00 (heure du Caire), comme date limite pour le dépôt des déclarations d'intérêt. Les demandes de clarification devront être soumises au plus tard le 24 novembre 2026, à la même heure, tandis que les dossiers complets de candidature devront parvenir à la CAF avant le 8 décembre 2026, à 18h00.

Possibilité de postuler à l'organisation de plusieurs éditions

Les candidatures pourront être présentées individuellement ou conjointement par plusieurs pays. Les associations auront également la possibilité de postuler à l'organisation de plusieurs éditions. La CAF assure que l'ensemble des dossiers seront évalués « selon des critères équitables et transparents ». Elle souligne notamment que la participation au précédent processus de candidature ne constituera pas un avantage pour les pays concernés. Les dates exactes de déroulement des trois prochaines éditions de la CAN seront communiquées ultérieurement.

TRANSFERT :

Ait-Nouri intéresse le Barca FC



Le FC Barcelone s'intéresse à Rayan Aït-Nouri, selon le média catalan Sport. Le club chercherait à renforcer le poste d'arrière gauche, alors qu'un possible départ d'Alejandro Baldé lors du prochain mercato hivernal est évoqué. Le profil de l'international algérien plairait aux dirigeants barcelonais. Le média catalan assure que le Barça suivait son évolution depuis plusieurs années bien avant son transfert à Manchester City. Son temps de jeu limité à Manchester City pourrait ouvrir la voie à un départ dès janvier. Le joueur et son entourage envisageraient de chercher un club où il pourrait obtenir davantage de temps de jeu.

Un obstacle financier à surmonter

Les conditions financières pourraient toutefois compliquer l'opération. D'après Sport, Manchester City serait ouvert à un prêt, mais souhaiterait y inclure une obligation d'achat à l'été. Une exigence qui ne correspondrait pas aux contraintes budgétaires du Barça, désireux de limiter ses engagements financiers. Le dossier dépendrait aussi de l'avenir de Baldé. Si le latéral formé au club venait à partir, Barcelone devrait trouver une solution pour renforcer un poste où il ne disposerait plus d'un arrière gauche de métier. Manchester United et la Juventus suivraient également la situation d'Aït-Nouri.

PALESTINE :

Le Parlement arabe condamne l'attaque sioniste contre le complexe médical Nasser à Ghaza

Le Parlement arabe a condamné le ciblage par les forces d'occupation sioniste jeudi du complexe médical Nasser, dans la ville de Khan Younes, au sud de la bande de Ghaza, qui a fait plusieurs martyrs et blessés parmi les civils ainsi que le personnel médical et les journalistes.



Dans un communiqué publié vendredi, le Parlement a dénoncé "une violation flagrante du droit international humanitaire et des conventions de Genève, qui garantissent la protection des civils, des établissements de santé et des personnels médicaux et médiatiques". Il a souligné que "les attaques contre les hôpitaux et les infrastructures sanitaires, censés constituer des lieux sûrs pour les malades et les blessés, représentent des crimes de guerre et de graves violations des règles et normes internationales". Le Parlement arabe a appelé la communauté internationale, le Conseil de sécurité et les Nations unies à intervenir immédiatement et efficacement pour mettre fin aux violations israéliennes, prendre des mesures dissuasives afin d'assurer la protection des civils et des établissements médicaux, et traduire les responsables de ces actes devant la justice internationale". Il a mis en garde contre le fait que le silence de la communauté internationale risque d'encourager la poursuite de ces violations et de ces actes.

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA :

L'OMS dénonce de nouvelles attaques contre les structures de santé

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dénoncé, jeudi, la poursuite des attaques de l'armée d'occupation sioniste contre les structures de santé dans la bande de Ghaza, après le bombardement du service de chirurgie du complexe médical Nasser, qui a fait six martyrs, dont un soignant, des patients et des accompagnateurs, ainsi qu'au moins 27 blessés. Dans une publication sur ses comptes officiels sur les réseaux sociaux, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a souligné que les structures de santé à Ghaza constituent une ligne de vie pour la population palestinienne de l'enclave et doivent, à ce titre, être protégées et ne pas être prises pour cible. Il a également appelé à garantir un accès humanitaire sans entrave à la bande de Ghaza et à permettre l'acheminement de fournitures médicales et humanitaires. M. Tedros a relevé que les besoins sanitaires demeuraient considérables dans l'enclave et devraient s'aggraver avec l'arrivée de l'hiver, soulignant que les pluies, les inondations et le froid risquent de détériorer davantage les conditions de vie et d'accroître les risques de maladies, dans un contexte marqué par la dégradation des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Il a précisé que l'attaque contre le service de chirurgie du complexe médical Nasser, survenue tôt jeudi matin, avait également affecté d'autres parties de l'établissement, notamment les blocs opératoires, l'unité de réveil et le service de soins intensifs. Une évaluation de l'ampleur totale des dégâts est en cours. Par ailleurs, l'OMS a documenté 1.056 attaques contre les services de santé dans la bande de Ghaza depuis octobre 2023, ayant fait 1.010 martyrs et 1.725 blessés

L'ONU appelle à renforcer l'aide humanitaire à Ghaza face à l'hiver



Face aux inondations et au froid à Ghaza, l'ONU appelle à ouvrir tous les points de passage et à mobiliser l'aide humanitaire d'urgence pour l'hiver. L'ONU a appelé à l'ouverture de tous les points de passage vers la bande de Ghaza et à la mobilisation des efforts de l'ensemble de la communauté humanitaire afin de répondre de manière adéquate aux besoins de la population durant la saison hivernale.

Un plan d'action clair face à l'urgence hivernale

Le coordonnateur des secours d'urgence et secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires, Tom Fletcher, a indiqué mercredi, dans une déclaration publiée sur les réseaux sociaux, que l'organisation alertait depuis plusieurs mois sur la nécessité d'acheminer à Ghaza les fournitures essentielles pour affronter l'hiver. Il a précisé qu'un plan clair avait été élaboré pour acheminer les fournitures nécessaires à la population de Ghaza. Celui-ci prévoit notamment des solutions d'hébergement plus durables, des vêtements chauds, des couvertures, des moyens de chauffage sûrs, du carburant, des générateurs, ainsi que des pompes destinées à évacuer les eaux, à déblayer les décombres et à éliminer les engins explosifs.

200.000 personnes à Ghaza affectées

Fletcher a relevé que de nombreux risques pourraient être évités si des abris adéquats étaient disponibles, si les travailleurs humanitaires étaient autorisés à fournir des tentes adaptées et les équipements indispensables pour l'hiver, et si les Palestiniens pouvaient accéder à des espaces ouverts moins exposés aux inondations. Il a appelé à ne plus retarder l'acheminement de l'aide, à ouvrir tous les points de passage, à autoriser les principales organisations non gouvernementales à opérer et à mettre fin à cette politique de punition collective, tout en assurant le financement du plan destiné à répondre aux besoins hivernaux. Selon les premières estimations, plus de 200.000 personnes à Ghaza ont été affectées et ont besoin d'une assistance humanitaire à la suite des pluies et des inondations qui ont provoqué la mort de plusieurs personnes et endommagé les abris de plus de 40.000 familles.

COP 31:

La bande de Ghaza illustre l'imbrication des crises environnementale, humanitaire et climatique



Le Premier ministre palestinien, Mohammed Mustafa, a mis en lumière, jeudi à Antalya (Turquie), les souffrances des habitants de la bande de Ghaza, qui illustre "l'imbrication des crises environnementale, humanitaire et climatique", en raison des agressions continues de l'occupation sioniste. Dans son allocution, prononcée lors des travaux du Sommet des dirigeants de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP31), au nom du président palestinien Mahmoud Abbas, M. Mustafa a précisé que "les défis environnementaux et climatiques dans la bande de Ghaza se multiplient en raison de la poursuite de l'occupation et de ses violations continues à l'encontre des habitants de la bande". La bande de Ghaza illustre aujourd'hui "l'imbrication douloureuse des défis humanitaires, environnementaux et climatiques", a-t-il ajouté, soulignant que "les destructions massives des réseaux d'eau, d'assainissement et d'énergie, des terres et des systèmes de gestion des déchets ont aggravé les risques environnementaux et sanitaires, auxquels s'ajoute le drame des pluies diluviennes qui ont inondé les tentes des déplacés ces derniers jours". Il a conclu en assurant qu'"aucun peuple ne devrait être privé de son droit au développement durable ou à la lutte contre les changements climatiques en raison de l'occupation ou des conflits".

GHAZA :

Un Palestinien tombe en martyr dans une attaque de l'armée sioniste

Un Palestinien est tombé en martyr vendredi à l'aube par des tirs des forces de l'occupation sioniste dans le quartier d'Al-Touffah, à l'est de la ville de Ghaza, a rapporté l'agence de presse Wafa Citées par Wafa, des sources locales ont indiqué que "les forces d'occupation sionistes continuent de violer le cessez-le-feu dans la bande de Gaza, à travers des bombardements d'artillerie et des tirs provenant de véhicules militaires et de navires de guerre dans différentes zones du territoire". L'agence de presse Wafa a rappelé, par ailleurs, qu'"un homme âgé de 36 ans est tombé en martyr dans la nuit de jeudi à vendredi lors d'une frappe menée par un drone de l'armée sioniste à proximité d'une tente de déplacés, dans la zone d'Al-Mawassi, à Khan Younès, dans le sud de la bande de Ghaza". Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre 2025, au moins 1.622 Palestiniens sont tombés en martyrs et 5.878 autres ont été blessés, tandis que les corps de 850 martyrs ont été récupérés, selon les autorités sanitaires.

ED DIWAN Quotidien national d'informations culturelles

Le Front Polisario ne restera pas les bras croisés face à toute tentative marocaine de s'emparer de nouveaux territoires sahraouis

Le représentant du Front Polisario auprès des Nations unies, Sidi Mohamed Amar, a affirmé que le Front ne restera pas les bras croisés face à toute velléité marocaine de s'emparer de nouveaux territoires du Sahara occidental, suite à la fin du mandat de la MINURSO.



"Nous, au sein du Front Polisario, savons pertinemment que si le Maroc prend ce risque et tente d'occuper davantage de notre territoire, nous y ferons certainement face et résisterons. Nous ne resterons pas les bras croisés. C'est notre terre et nous la défendrons par tous les moyens en notre possession, comme nous l'avons fait par le passé", a déclaré jeudi Sidi Amar dans un entretien accordé au site "PassBlue", spécialisé dans les questions onusiennes et les relations internationales.Par ailleurs, le responsable sahraoui a indiqué que le Front Polisario avait pris acte de la position du Royaume du Maroc, à la suite de l'échec du Conseil de sécurité des Nations unies à renouveler, le 30 octobre dernier, le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), dans laquelle Rabat a affirmé son intention de respecter le cessez-le-feu dans le territoire, exprimant l' "espoir du Front que la situation demeure calme au cours de la prochaine période". Sidi Amar a, en outre, dénoncé le fait que le Maroc ait transformé cette mission en un "paravent pour poursuivre ses politiques expansionnistes dans le territoire", alors que le peuple sahraoui attend toujours de pouvoir exercer son droit à l'autodétermination.

SAHARA OCCIDENTAL:
Mises en garde contre les graves conséquences de l'arrêt des opérations de déminage

Le Sahara occidental met en garde contre les graves conséquences de l'arrêt des opérations de déminage et du retrait des missions onusiennes concernées. Le Bureau sahraoui de coordination de l'action contre les mines (SMACO) met en effet en garde contre les graves conséquences de l'arrêt des opérations de déminage et du retrait des organismes onusiens concernés, notamment la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), soulignant que cette situation ne saurait exonérer la communauté internationale, et en premier lieu l'ONU, de ses responsabilités en matière de protection des civils et de garantie de la continuité de l'action humanitaire.

Multiples menaces

Dans un communiqué publié mercredi soir, à l'occasion de la fin des opérations de déminage menées dans le cadre du mandat de la MINURSO, le Bureau sahraoui a alerté sur les graves répercussions de l'arrêt de ces opérations et du retrait des organismes onusiens concernés, notamment la MINURSO. Cette situation a, selon la même source, créé un vide sécuritaire et humanitaire dans une région qui continue de faire face à de multiples menaces, liées aussi bien aux mines et aux restes explosifs de guerre qu'aux attaques visant les civils au moyen de drones. Face à ces développements, le Bureau sahraoui a affirmé que la fin de ces opérations « ne dégage nullement la communauté internationale, en particulier les Nations unies et les parties concernées, de leurs responsabilités en matière de protection des civils et de garantie de la continuité de l'action humanitaire ».

Garantir la continuité des activités de lutte antimines au Sahara occidental

Le Bureau sahraoui a estimé que la cessation de ces activités, sans garanties quant à leur poursuite ni mise en place de mécanismes alternatifs de surveillance et de protection, constitue « une source de vive préoccupation » et nécessite « une intervention internationale urgente » afin de remédier aux conséquences de ce vide. Dans ce contexte, il a appelé l'ONU, les bailleurs de fonds et les partenaires internationaux à garantir la continuité des activités de lutte antimines au Sahara occidental et à ne pas abandonner les zones contaminées sans traitement. Il a également plaidé pour l'octroi du soutien nécessaire aux institutions sahraouies compétentes, le renforcement de leurs capacités techniques et humaines, la poursuite des programmes de sensibilisation aux dangers des mines et des restes explosifs de guerre, ainsi que la prise en charge des victimes.

508 zones répertoriées comme contaminées par des sous-munitions

Le Bureau a, en outre, appelé à la mise en place de mécanismes internationaux efficaces, notamment avec la participation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), pour surveiller et documenter les attaques visant les civils et garantir que leurs auteurs répondent de leurs actes. Par ailleurs, le Bureau sahraoui a salué « près de vingt années d'action humanitaire ininterrompue, marquées par les efforts, les sacrifices et les investissements humains et financiers consentis par les travailleurs du secteur, en coordination avec les différents partenaires, pour protéger les civils, réduire les risques liés aux mines et aux restes explosifs de guerre, dépolluer les terres contaminées et sécuriser les déplacements et les conditions de vie ». Il a rappelé que, depuis la création du programme de lutte antimines au Sahara occidental en 2006, d'importantes réalisations humanitaires et opérationnelles avaient été accomplies, avec le déminage et la dépollution d'environ 150 millions de mètres carrés de terrains contaminés, comprenant 43 champs de mines et 508 zones répertoriées comme contaminées par des sous-munitions.

Un danger permanent pour les civils et les populations nomades

Selon le communiqué, ces réalisations comprennent également la vérification de la sécurité de plus de 50.000 kilomètres de routes et de pistes, la neutralisation de plus de 30.000 mines et engins explosifs, ainsi que la sensibilisation de plus de 80.000 personnes parmi les populations locales et nomades aux dangers des mines et des restes explosifs de guerre. Ce bilan constitue, selon le Bureau, un acquis humanitaire et professionnel important, rendu possible grâce au dévouement des travailleurs et des partenaires, et ayant contribué à sauver des vies, à réduire les accidents, à renforcer la sensibilisation des populations et à développer des compétences nationales dans le domaine de la lutte anti-mines. Malgré ces avancées, le Bureau sahraoui a toutefois alerté sur l'aggravation des dangers liés aux mines, soulignant que certaines zones, parmi les plus fortement contaminées par les mines et les restes explosifs de guerre, n'ont jamais fait l'objet d'opérations de dépollution, exposant ainsi les civils et les populations nomades à un danger permanent.

GAMBIE :
cinq candidats retenus pour la présidentielle du 5 décembre prochain

Cinq candidats ont été retenus pour participer à la présidentielle du 5 décembre en Gambie, a annoncé jeudi la commission électorale indépendante (IEC), à l'issue du traitement et de la vérification des dossiers de candidature, ont rapporté vendredi des médias locaux. Il s'agit du président sortant Adama Barrow du parti national du peuple (Npp), d'Ousainu Darboe, chef du parti démocratique unifié (Udp), de Talib Ahmed Bensouda, maire de Kanifing et leader du parti mouvement de l'unité pour le changement (Umc), et Modou Lamin Sima de l'alliance des citoyens progressistes (Apc). La candidate indépendante Dr Isatou Touray, vice-présidente de Gambie entre 2019 et 2022, vient compléter le tableau, devenant par le fait la première femme candidate à la présidentielle en Gambie. Pour rappel, 18 chefs de partis et personnalités indépendantes avaient soumis leur candidature auprès de la Commission. Certains se sont retirés bien avant la vérification et d'autres recalés pour parrainage manquant ou défaut de dépôt de la caution fixée à 1 millions de dalasis (13 mille dollars environ). Cinq autres candidats recalés lors de la vérification des candidatures devront compléter au plus tard le 14 novembre, les pièces manquantes à leurs dossiers pour pouvoir participer. au scrutin présidentiel Plus de 1,14 million électeurs sont ainsi appelés à départager les candidats le 5 décembre. La campagne électorale s'ouvre le 16 novembre et va se poursuivre jusqu'au 3 décembre.

SAHARA OCCIDENTAL :
La Russie recentre le débat à l'ONU

LA RUSSIE s'est expliquée sur son veto lors du dernier Conseil de sécurité des Nations unies sur le Sahara occidental, lors d'une session plénière de l'Assemblée générale tenue, hier, rappelant que le Sahara occidental demeurait à ses yeux « une question de décolonisation ». La représentante de la Fédération de Russie a argumenté face aux membres de l'Assemblée générale des Nations unies son refus de la résolution américaine sur le Sahara occidental par le fait que celle-ci s'éloignait du principe d'une résolution acceptable pour les deux parties au conflit, à savoir le Maroc et le Front Polisario. La Russie a déploré que les Etats-Unis tentent d'imposer leur position nationale en faveur du plan d'autonomie sous souveraineté marocaine comme solution au conflit, évoquant une marginalisation de l'autre partie au conflit, le Front Polisario. Appelant à éviter les comparaisons avec d'autres conflits territoriaux, la Russie a rappelé sa position sur le Sahara occidental. « Il est important de comprendre que la question du Sahara occidental relève de la décolonisation », a déclaré la représentante de la Russie au perchoir des Nations unies. Le règlement définitif de cette question territoriale doit s'effectuer dans le respect des aspirations des Sahraouis, selon Moscou. La Russie a rappelé que pendant plusieurs décennies, les textes de résolution sur le Sahara occidental ont toujours été adoptés à l'unanimité, relevant toutefois un virage depuis 2017, année lors de laquelle a été votée la dernière résolution consensuelle au Conseil de sécurité, selon la représentante russe. Cette dernière a fait noter que ces dernières années, « des éléments contradictoires ont commencé à apparaître dans les documents, ce qui a rompu l'équilibre d'une résolution autrefois équilibrée ». La représentante russe a indiqué que la situation a atteint « son paroxysme » avec la résolution 2797 adoptée l'année dernière avec « l'émergence d'un document contenant des formulations qui font reculer le règlement juste ».

Moscou refuse la logique du fait accompli

La Russie a fustigé la résolution présentée par les Etats-Unis, le 30 octobre dernier, expliquant que son veto se justifiait par le fait que le texte ne tenait compte que de la position du Maroc. La représentante russe a refusé que son pays soit tenu responsable de la fin du mandat de la Minurso, rappelant au passage la proposition portée par son compatriote au Conseil de sécurité qui proposait de reconduire la mission onusienne au Sahara occidental en l'état qui a été rejetée par les Etats-Unis. Le représentant des Etats-Unis s'est exprimé en se basant sur les efforts de son pays qui mène un processus de négociations entre le Maroc et le Polisario avec la présence de l'Algérie et de la Mauritanie comme observateurs. De son côté, le représentant algérien a recentré le débat sur l'idée de principe que le conflit du Sahara occidental demeure une question de décolonisation, citant dans son intervention les propos du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, qui a déclaré, au lendemain de la fin du mandat de la Minurso, que le départ de celle-ci n'altérait en rien le droit « inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination ». Au fil des interventions des pays membres, il est ressorti un regret unanime de la fin de la Minurso face au risque d'embrasement sur le terrain. Une position qui a fait consensus chez les intervenants et qui contraste avec la fanfaronnade du palais royal marocain qui s'est empressé de célébrer la fin du mandat de la Minurso le 30 octobre dernier, quelques minutes après le vote du Conseil de sécurité comme une victoire définitive dans le conflit du Sahara occidental.

Un sabre laser utilisé par Dark Vador dans la première trilogie de « Star Wars » vendu pour près de 5 millions de dollars

L'accessoire, apparu notamment dans la fameuse scène de « L'Empire contre-attaque » durant laquelle Dark Vador déclare « Je suis ton père » à Luke Skywalker, établit un nouveau record aux enchères pour un objet de collection de la saga cinématographique. Le mythe a un prix.



Un sabre laser utilisé par Dark Vador dans L'Empire contre-attaque (1980) et Le Retour du Jedi (1983), deux films de la première trilogie de la franchise Star Wars, a été vendu, jeudi 12 novembre, pour 4,875 millions de dollars (4,4 millions d'euros environ) lors d'une vente aux enchères organisée par Heritage Auctions. Le sabre laser tant convoité avait été utilisé lors du duel mené dans la Cité des nuages, sur la planète Bespin, durant lequel Dark Vador lance à Luke Skywalker la fameuse phrase « Je suis ton père ». D'après Heritage Auctions, cette vente a également établi un nouveau record aux enchères pour un accessoire de la franchise utilisé à l'écran, dépassant largement les 3,75 millions de dollars déboursés en juillet pour un autre sabre laser, celui de Luke Skywalker cette fois-ci, et un dispositif d'effets spéciaux représentant sa main sectionnée lors de la fameuse scène du duel contre son père dans L'Empire contre-attaque. La vente de jeudi comprenait également des objets des épisodes I à IX de Star Wars, ainsi que d'autres films et séries télévisées. Outre celui de Dark Vador, 27 autres sabres laser de la franchise ont été proposés aux enchères publiques, selon Heritage Auctions.

80 ANS DE L'UNESCO:
Les guerres détruisent aussi le passé pour effacer le présent

Huit décennies après sa création, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, lutte plus que jamais pour sauver le patrimoine dans un monde où les guerres se multiplient. Des conflits qui tuent des hommes, mais qui effacent aussi des identités et des cultures en détruisant le passé de certains peuples. Sauver le patrimoine dans des lieux où des enfants, des femmes et des hommes meurent. Cela peut sembler dérisoire au vu des massacres qui ont frappé la planète ou qui l'ensanglantent encore actuellement en Palestine, au Soudan, au Yémen etc. Pourtant, sauver les biens culturels permet de ne pas effacer des histoires et des identités. « Les cultures n'existent pas nécessairement au sein des frontières des pays. Il y a toujours eu des échanges, des interactions, des influences mutuelles aux quatre coins du monde. La culture ne doit pas être utilisée à des fins politiques », se désole Krista Pikkat, directrice de l'entité Culture et Situations d'urgence à l'Unesco. Si les destructions peuvent être des dommages collatéraux, il apparaît cependant que la destruction intentionnelle du patrimoine culturel, pour sa valeur symbolique, religieuse et historique, soit de plus en plus fréquente, le phénomène ayant pris une ampleur sans précédent dans les années 1990 en Europe, avec les guerres d'ex-Yougoslavie. Il ne faut dès lors pas « considérer la destruction isolément, comme un phénomène curieusement distinct des autres atrocités, analysait en 2019 la chercheuse Helen Walasek. Au contraire, la destruction faisait inextricablement partie du nettoyage ethnique pendant la guerre de Bosnie et constituait l'un des principaux objectifs de ceux qui conduisaient le conflit. »

Jeffrey Archer, romancier britannique à succès aux ambitions politiques freinées par les scandales, est mort

L'auteur de best-sellers vendus à des millions d'exemplaires avait 86 ans. L'écrivain avait également gravi les échelons au sein du Parti conservateur, avant que plusieurs affaires ne viennent contrarier ses ambitions politiques. Romancier à succès, ancien parlementaire conservateur et figure familière des scandales britanniques, Jeffrey Archer est mort à l'âge de 86 ans, a annoncé, lundi 5 octobre, son éditeur, HarperCollins. L'auteur s'est éteint « subitement et paisiblement chez lui, entre deux séances d'écriture », a précisé la maison d'édition. Kate Elton, son éditrice, a rendu hommage à un « maître conteur et rêve de tout éditeur ». L'écrivain devait participer cette semaine au festival littéraire de Cheltenham, dans le sud-ouest de l'Angleterre, pour discuter d'Adam and Eve, qu'il présentait comme son dernier roman. Sa parution était prévue mardi. Le tabloïd The Sun a rapporté qu'il avait signé des livres pour des fans lors d'un événement à Londres, dimanche. Jeffrey Archer avait révélé, en 2014, qu'on lui avait diagnostiqué un cancer de la prostate. L'auteur a mené une vie aussi haute en couleur que les personnages de ses romans, qui se sont vendus à plus de 300 millions d'exemplaires, selon son site Internet. Ambitieux, il n'a jamais pu tout à fait se défaire du parfum de scandale, malgré un talent certain pour rebondir après des revers humiliants. La politique et le sexe étaient les ingrédients qui ont assuré son succès comme romancier. Mais dans la vie, cette combinaison a entraîné la chute de celui qui espérait, jadis, devenir maire de Londres.

Une ascension politique contrariée

Le Britannique a été jugé pour parjure et subornation de témoins après qu'un ami eut admis lui avoir fourni un faux alibi lors d'un procès en diffamation intenté par l'écrivain contre le tabloïd Daily Star, en 1987. Jeffrey Archer avait poursuivi le journal pour avoir affirmé qu'il avait couché avec une prostituée et avait obtenu 500 000 livres (environ 590 000 euros) de dommages et intérêts. Il avait réussi à gravir presque tous les échelons du Parti conservateur. Sa carrière parlementaire a pris fin brutalement en 1974, lorsqu'il a frôlé la faillite, après l'effondrement d'une entreprise canadienne de nettoyage industriel dans laquelle il avait investi. Avec sa résilience coutumière, Jeffrey Archer a toutefois utilisé ses expériences comme matière pour son premier livre, Not A Penny More, Not A Penny Less, publié en 1975, le premier d'une série de best-sellers situés dans les milieux de la haute finance et de la politique. Ereintés par la critique, ces ouvrages lui ont néanmoins rapporté une fortune, et Jeffrey Archer a continué à nourrir l'espoir d'un retour en politique, tout en mettant à profit ses relations et son pouvoir de persuasion pour récolter des millions de livres pour les Tories. En 1985, ses efforts ont été récompensés par la première ministre de l'époque, Margaret Thatcher, qui l'a nommé vice-président du Parti conservateur.

Exclu du parti

Mais un an après sa nomination, il a été contraint de démissionner en raison de ce qu'il a décrit comme un « manque de jugement », après avoir envoyé 2 000 livres à une prostituée, Monica Coghlan. Il a toujours soutenu qu'il avait versé cette somme uniquement pour l'aider. En 1992, le successeur de Thatcher, John Major, a recommandé son élévation à la pairie, lui donnant le droit de siéger à la Chambre des lords, la chambre haute du Parlement. En 1999, Jeffrey Archer a lancé une campagne pour devenir le candidat du Parti conservateur au poste de premier maire élu de Londres. Or, quelques mois plus tard, il est apparu qu'il avait demandé à un ami, Ted Francis, de lui fournir un faux alibi dans l'affaire contre le Daily Star. Cela l'a contraint à renoncer à sa candidature. Il a, par la suite, été exclu du parti. En 2001, Jeffrey Archer a comparu devant la justice et a été reconnu coupable de parjure et de subornation de témoins. Il a été condamné à quatre ans de prison, dont il a purgé une partie avant de bénéficier d'une libération conditionnelle, en 2003.

AVEC « LA MORT DU MOME »:
Sébastien Kheroufi quitte l'enfance dans un fracas de mots, de musiques et d'images



Au Théâtre de la Colline, l'auteur metteur en scène signe un spectacle autobiographique aussi excessif qu'inoubliable. Il y a quelqu'un, et pas n'importe qui, derrière les représentations de La Mort du môme au Théâtre de la Colline à Paris. Il y a un auteur qui, pour la première fois, écrit pour le théâtre ; un metteur en scène qui signe son troisième spectacle et boucle ainsi un triptyque formé par Antigone (2023), de Sophocle, et Par les villages (2024), de Peter Handke. Enfin il y a un artiste, au sens plein du terme. Voire du trop-plein, tant sa proposition cherche le lien avec le public par tous les moyens, sonores, visuels et textuels, au risque consenti et touchant d'une forme certaine de confusion et de saturation. Sébastien Kheroufi est donc le dramaturge metteur en scène à l'origine de cette Mort du môme, tragédie autobiographique qui le propulse des années en arrière vers la découverte de son père mort dans un foyer Emmaüs. Ce qui a conduit ce père algérien à une vie de misère et de solitude, d'alcoolisme et de violence, sera longuement raconté dans un bouleversant monologue porté par l'immense comédien Reda Kateb. L'acteur (déjà présent dans Par les villages) fait alors face à la verticalité de la salle. Droit et digne dans un manteau élimé, il ne vacille pas lorsqu'il explique comment le défunt, sous le regard de son petit garçon, a frappé encore et encore son épouse avant qu'enfin, elle ne décide de le quitter.

LAKECIA BENJAMIN, SAXOPHONISTE ET COMPOSITRICE :
« J'ai appris à jouer du jazz sans même savoir ce que c'était »

Après avoir accompagné des stars de la soul et du hip-hop, la musicienne new-yorkaise, en tournée française du 8 au 16 octobre, a imposé son ton, façonné par l'héritage du be-bop et les musiques latinas. « C'est dû à mon jeu au saxophone autant qu'à mes talents pour la négociation », répond sans fausse modestie et avec malice la musicienne new-yorkaise Lakecia Benjamin quand on l'interroge sur les invités prestigieux qui émaillent sa discographie. Qu'on en juge : Phoenix (2023), album nominé par trois fois aux Grammy Awards et celui de sa renaissance après un accident de voiture lui ayant brisé mâchoire et côtes, affichait à son générique la chanteuse Dianne Reeves, le géant soufflant Wayne Shorter (1933-2023) et l'icône du Black Power Angela Davis. Le successeur, We Dream, paru début juin et joué à partir du 8 octobre dans six communes françaises, a d'emblée belle allure, puisqu'on la retrouve cette fois en compagnie de Terence Blanchard : après First Light, introduction qu'elle déclame en « spoken word ».

Une délégation américaine exprime son admiration pour le parc archéologique de Tipasa et salue sa valeur historique et civilisationnelle

Les membres d'une délégation américaine, composée de citoyens et de cadres des villes de Kansas City et Lawrence dans l'Etat du Kansas, ont exprimé, hier mardi, lors de leur visite au parc archéologique de Tipasa, leur admiration pour ce site historique classé au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), saluant sa valeur historique et civilisationnelle.

Dans ce cadre, Amber Sellers, membre du conseil municipal de la ville de Lawrence (Kansas), a fait part de son admiration pour la manière dont cet héritage historique est préservé, assurant que «l'art et la culture constituent un moyen de communication entre les peuples». La même intervenante s'est dite heureuse de la visite qu'elle effectue en Algérie au sein de la délégation américaine, indiquant que «ce type de visites, qui permet de découvrir le patrimoine culturel de l'autre, est de nature à renforcer les partenariats et à élargir les opportunités de coopération et d'innovation». De son côté, la directrice de la communication et des relations avec les résidents de la ville de Lawrence, Corinne Gilbert, s'est dite très touchée par la visite du site archéologique, ce qui représente pour elle «une expérience exceptionnelle». Elle a ajouté que la délégation «s'emploiera, à son retour aux Etats-Unis, à partager les connaissances acquises et les découvertes faites lors de sa visite en Algérie, en transmettant son expérience à son entourage et en faisant connaître les nombreux sites archéologiques et le riche patrimoine historique dont recèle le pays», exprimant, à cet égard, l'espoir que cette initiative contribue à encourager davantage d'Américains à visiter l'Algérie, et son souhait d'y revenir à l'avenir. Pour sa part, l'inspectrice de police de Lawrence, Meghan Bardwell, a qualifié sa visite au parc archéologique de Tipasa d'«expérience impressionnante et émouvante», soulignant que la découverte de ce patrimoine lui avait permis d'avoir «une compréhension plus approfondie de la culture et de l'histoire de l'Algérie». Elle a également salué l'accueil chaleureux et l'hospitalité qui lui ont été réservés depuis son arrivée en Algérie, estimant qu'ils interviennent dans la continuité de l'ambiance qu'elle avait vécue lors du séjour de la sélection nationale de football et de ses supporters dans l'Etat du Kansas, à l'occasion de la Coupe du monde 2026. Elle a, en outre, exprimé son souhait de revenir en Algérie afin de découvrir d'autres sites et de déguster ses plats traditionnels. Il convient de rappeler que le parc archéologique de Tipasa constitue l'un des ensembles archéologiques les plus importants de la région du Maghreb. Il abrite des vestiges remontant aux périodes phénicienne, romaine et byzantine. La visite de la délégation américaine de ce site s'inscrit dans le cadre de la visite d'amitié effectuée en Algérie par des citoyens des villes de Kansas City et de Lawrence, dans l'Etat du Kansas, à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.



La comédie musicale «Akin I Levhar» présentée au TNA

Le Théâtre national algérien Mahieddine Bachtarzi (TNA) a accueilli, jeudi, la comédie musicale «Akin i Levhar» (Au-delà de la mer), produit par le Théâtre régional de Bejaïa. Créé en en 2008, et conçu sous forme de comédie musicale, le spectacle «Akin i Levhar», mis en scène par Youcef Abdelaziz (Bazou), a connu une seconde version en 2011, et revient sur scène cette année «à la demande du public», explique la comédienne Mounia Aït Medour.

La saga de l'émigration à travers la chanson

Tout en retraçant les différentes époques de l'émigration algérienne, «Akin i Levhar» revisite en même temps un répertoire musical lié à ce phénomène social, et qui raconte les bouleversements causés par les déchirures de l'exil et l'éloignement. Conçue autour de la figure de l'émigré et de l'exil, la pièce propose une traversée de près de huit décennies, depuis les départs des années 1940 jusqu'à l'émigration clandestine d'aujourd'hui. Elle évoque les différentes motivations qui ont poussé les Algériens à quitter leur pays. A travers le périple du personnage principal, interprété par Mohamed Lefkir, la pièce commence avec l'émigration après la seconde guerre mondiale. Elle met la lumière ensuite l'implication des émigrés algériens dans la guerre de libération nationale. Elle revient dans un troisième tableau sur la vie de l'émigré dans les premières années de l'indépendance, évoquant ses difficultés économiques et sociales. Pour finir l'œuvre souligne aussi la vague actuelle d'émigration clandestine, la «harga».

Un riche patrimoine musical

La particularité de cette troisième version réside dans le recours à un riche patrimoine musical pour raconter cette histoire collective. Les chansons deviennent ainsi le fil conducteur d'une mémoire de l'exil, faisant dialoguer les générations et les époques. Le parcours musical débute avec un titre de Matoub Lounés avant d'enchainer avec des œuvres d'El Hasnaoui, notamment «La Maison Blanche». Il se poursuit avec les chants de Slimane Azem, Zerrouki Allaoua et d'autres figures emblématiques de la chanson algérienne. Des œuvres de Dahmane El Harrachi, Akli Yahiaten et Sami El Djazaïri viennent notamment évoquer les différentes réalités de l'émigration. A travers un tableau évoquant «Les porteurs de valises», la pièce rend hommage aux Français qui ont soutenu la Révolution algérienne. La représentation fait également place à la chanson française, avec notamment des références au répertoire d'Édith Piaf, dont «La foule» et «Milord», créant ainsi un dialogue musical entre les deux rives de la Méditerranée. La dernière partie du spectacle s'intéresse à l'émigration clandestine et à la «harga», avec des chansons plus contemporaines, dont «Ya Babour Ya Mon Amour» et «Akin i Lebhar» de Djamel Allam, qui prolongent cette réflexion sur le départ, l'attachement au pays et le désir d'ailleurs. Pour les comédiens, cette reprise constitue également un défi artistique. Mohamed Lefkir souligne la difficulté d'un spectacle exigeant une parfaite maîtrise du texte, des chansons et des déplacements synchronisés avec la musique. La distribution rassemble une douzaine d'artistes, entre comédiens, chanteurs et musiciens dont Mounia Aït Medour, Mohamed Lefkir, Daoud Hemachi, Fairouz Mehani, Leticia Adnane, Nassim Mehadeb et Saad Saïdi. Les comédiens et chanteurs étaient accompagnés en direct par un orchestre composé de Nadjim Ismail, Athman Belaid, Ahmed Kemour et Rafik Naoui.

BISKRA :

Clôture du colloque national sur la réalité et les défis de la langue arabe à l'ère numérique

Les travaux du colloque national sur « La réalité et les défis de la langue arabe à l'ère de la transformation numérique » ont été clôturés jeudi à l'université Mohamed-Khider de Biskra. Naïma Saadia, présidente du colloque, a considéré dans son allocution à l'occasion que « la langue arabe affronte le défi du développement technique et de l'intelligence artificielle qui requiert le renforcement du processus et des projets de numérisation et de développement de dictionnaires électroniques ainsi que le recours à l'intelligence artificielle dans l'enseignement de la langue arabe et la production du savoir ». De son côté, Fatima Yahiaoui de l'université de Tindouf a appelé à «l'encouragement de l'écriture et de l'édition scientifique en langue arabe et la consolidation de son utilisation dans les spécialités scientifiques, technologiques et médicales parallèlement à l'ouverture sur les autres langues», soulignant «l'importance du soutien à la recherche linguistique et informatique et de l'encouragement des études interdisciplinaires entre les sciences de la langue, l'informatique et l'intelligence artificielle ». A rappeler que l'ouverture de cette rencontre a eu lieu mercredi en présence du recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Cheikh Mohamed Maâmoun Al-Kacimi Al-Hoceini, du président du Haut conseil islamique (HCI), Cheikh Mabrouk Zaid El Kheir, du président de l'Académie algérienne de la langue arabe, Cherif Meribai, du wali de Biskra, Abdekrim Bettioui, et de plusieurs cheikhs de zaouïas, de professeurs et d'étudiants de l'université de Biskra. Ce colloque de deux jours a été organisé par le laboratoire des applications de l'intelligence artificielle dans le traitement linguistique et l'analyse du discours de l'université de Biskra, en coordination avec le HCI et avec la participation de chercheurs de diverses universités du pays.



Trajectoire d'un chercheur de lumière, de Thénia à Mars

Il y a une attente essentielle qui traverse tout lecteur d'une biographie, de mémoires ou d'un récit de vie : ce qu'un parcours a à nous apprendre sur la personne elle-même, mais aussi la manière dont cette transmission, ce témoignage offert sur une existence, peut nous inspirer, nous éclairer sur nous-mêmes et sur le monde qui nous entoure. C'est cette capacité à donner du sens à une trajectoire individuelle, tout en répondant à nos propres questionnements, qui fait toute la richesse de l'exercice biographique. Et c'est précisément ce double objectif que réussit le livre «Nour. Noureddine Melikechi. Un chemin de savoir et d'espoir», écrit par Rym Khelil et paru récemment aux éditions Barzakh. Le parcours de son protagoniste, le physicien Noureddine Melikechi, est à cet égard particulièrement inspirant. Né en 1958 à Thénia, il vient de recevoir une distinction scientifique de premier plan aux États-Unis : l'Université du Massachusetts à Lowell et le mécène John Kennedy ont décidé d'associer son nom, à titre permanent, à un programme de bourses d'innovation du Kennedy College of Sciences, destiné à soutenir les initiatives novatrices dans l'enseignement et la recherche. Une consécration qui a suscité les félicitations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le 7 novembre dernier, celui-ci saluant « l'un des plus éminents scientifiques de notre époque » et soulignant la fierté de l'Algérie devant cette reconnaissance internationale.

Aux frontières du savoir et du vivant

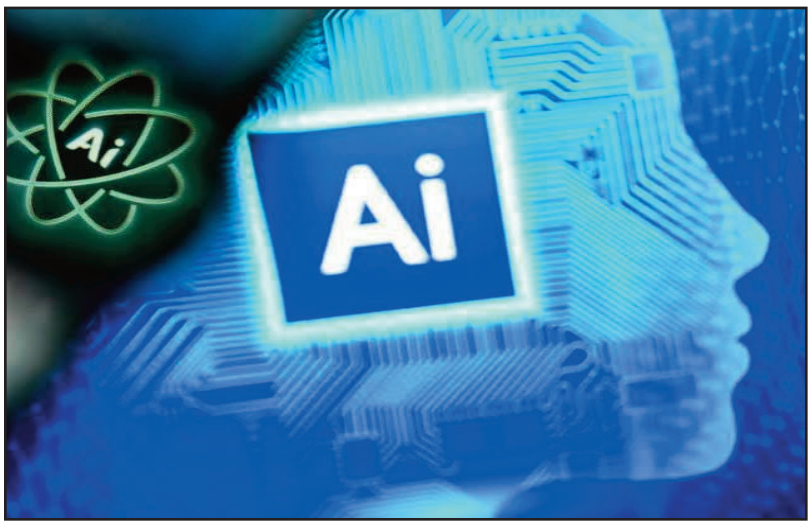
Chercheur de renommée internationale en physique atomique, moléculaire et optique, Noureddine Melikechi est membre des équipes scientifiques de deux importantes missions de la NASA consacrées à l'exploration de Mars. Auteur de nombreuses publications scientifiques, il est également à l'origine d'une technique d'analyse spectroscopique permettant le dépistage précoce du cancer de l'ovaire, dont les applications ont été étendues à d'autres types de cancers. Fondateur de l'Optical Science Center for Applied Research (OSCAR) à la Delaware State University, il est aujourd'hui professeur de physique et doyen du Kennedy College of Sciences à l'Université du Massachusetts Lowell. Son parcours est jalonné de distinctions scientifiques et honorifiques, parmi lesquelles son élection en qualité de «Fellow» au sein de prestigieuses sociétés savantes, dont l'American Association for the Advancement of Science, Optica et l'American Physical Society. Mais ce qui fait l'intérêt de l'ouvrage de Rym Khelil, c'est justement qu'il retrace certes les étapes d'une brillante carrière scientifique, mais qu'il s'intéresse à l'homme, au chercheur de lumière, comme le suggère si justement le titre de l'ouvrage. Noureddine Melikechi a consacré sa vie à la recherche, avec cette volonté constante de faire évoluer son travail vers des applications concrètes et profondément humaines. Ses recherches dans le domaine médical, notamment sur le cancer et la maladie d'Alzheimer, son projet OSCAR, son goût pour les approches pluridisciplinaires, ses contributions aux missions de la NASA (d'ailleurs on apprend dans le livre qu'on dit travailler «pour la NASA» et non «à la NASA»), son engagement au service de la communauté et son attachement indéfectible à l'Algérie composent les différentes facettes d'une existence dédiée au savoir, au partage et à la famille. L'une des anecdotes les plus révélatrices de cette trajectoire est que les États-Unis ne constituaient pas, au départ, une destination envisagée par le jeune chercheur. La distance géographique avec l'Algérie lui paraissait trop importante. C'est pourtant outre-Atlantique que son parcours allait prendre une dimension internationale et que son étoile finirait par briller. Un détour inattendu qui rappelle que les chemins de l'accomplissement ne suivent pas toujours les itinéraires que l'on s'était initialement tracés, et bien plus, que la vie à ses propres calculs. Le livre nous introduit également dans l'univers de la recherche et de l'enseignement supérieur en Grande-Bretagne et aux États-Unis, dévoilant un environnement stimulant, fait de découvertes, de collaborations et de rencontres déterminantes. Car l'autre leçon qui traverse ce récit est que derrière les grandes réussites se trouvent souvent des personnes, des encouragements, des gestes de bienveillance et des occasions qu'il faut savoir saisir, mais aussi parfois provoquer. Et c'est peut-être l'un des enseignements les plus précieux que transmet cette lecture : avancer suppose de la persévérance et du travail, mais aussi une ouverture aux autres et une disponibilité à ce que la vie peut offrir.

SOMMET DE DUBLIN:

Dans le domaine de l'intelligence artificielle, est-ce déjà trop tard pour l'Union européenne ?

Trop tard pour l'intelligence artificielle de pointe ? Pour la première fois, les 27 consacrent un sommet entier à l'intelligence artificielle, ce vendredi 13 novembre à Dublin.

Distancée par les États-Unis et la Chine, l'Europe doit choisir : tenter de rattraper son retard dans les modèles d'IA générative ou renoncer à l'IA de pointe pour miser sur ses applications. C'est une première dans l'histoire de l'Union européenne : ce vendredi 13 novembre, les dirigeants des 27 pays membres de l'UE ne parleront que d'intelligence artificielle (IA). Trop tard, peut-être ? Le constat est en tout cas malheureusement partagé par tous en Europe : le continent est resté à quai face à la révolution de l'IA, très loin derrière les États-Unis et la Chine, qui sont à ce jour les deux seules puissances à avoir développé plusieurs modèles d'IA performants, et les seules à s'en donner les moyens. Seule exception : le Français Mistral, unique acteur européen encore dans la course. Et il n'est pas anodin que son cofondateur, Arthur Mensch, soit invité à Dublin pour nourrir les discussions des chefs d'État et de gouvernement. Arthur Mensch défendra sans doute une idée simple : l'Europe doit impérativement rester dans la course, financer et accompagner le développement de l'IA dite « de frontière », ces systèmes d'IA générative qui sont l'infrastructure de base de la révolution en cours. Or, cette idée qui peut sembler évidente ne l'est pas tant que cela. Un débat émerge en Europe sur la meilleure stratégie à suivre, certaines voix estimant désormais qu'il est trop tard, qu'il faut jouer « le coup d'après » et se concentrer sur les applications industrielles de l'IA. C'est d'ailleurs le point sur lequel a insisté Ursula von der Leyen dans son discours sur l'état de l'Union, prononcé devant le Parlement européen en septembre dernier. La présidente de la Commission européenne a longuement insisté non pas sur les systèmes de pointe, mais sur les applications à venir de l'IA dans l'économie et dans la vie quotidienne : dans les services, dans les hôpitaux, dans les usines… Elle se faisait ainsi l'écho de ce choix stratégique majeur. Plutôt que de s'épuiser financièrement dans une course perdue d'avance, dont le coût est estimé par certains à des centaines de milliards d'euros, l'UE doit penser dès maintenant à la suite, et renoncer à l'infrastructure pour se concentrer sur la mise en œuvre des outils de demain.



Un « projet Manhattan » pour l'IA

Ce choix est évidemment battu en brèche par ceux qui, au sein de l'industrie, parient encore sur la capacité des pays européens à jouer la carte de l'IA « de frontière », Arthur Mensch en tête. Mais également par des voix plus politiques, qui s'inquiètent pour la souveraineté européenne. À l'instar de l'ancien commissaire européen Thierry Breton ou de l'ancien président de la Banque centrale européenne Mario Draghi, pour lesquels il serait catastrophique de laisser l'Europe à la merci de puissances étrangères. Et d'imaginer les conséquences si la Chine ou les États-Unis décidaient, du jour au lendemain, de priver l'UE d'accès à leurs modèles d'IA, dans une économie qui en serait totalement dépendante. L'erreur stratégique serait comparable à la dépendance au gaz russe, mais avec un impact encore plus grand, étant donné l'ampleur des enjeux technologiques et industriels. Ces partisans d'une IA souveraine militent donc pour un « projet Manhattan » de l'IA, comparable à l'effort fourni par les États-Unis pour se doter de la bombe atomique.

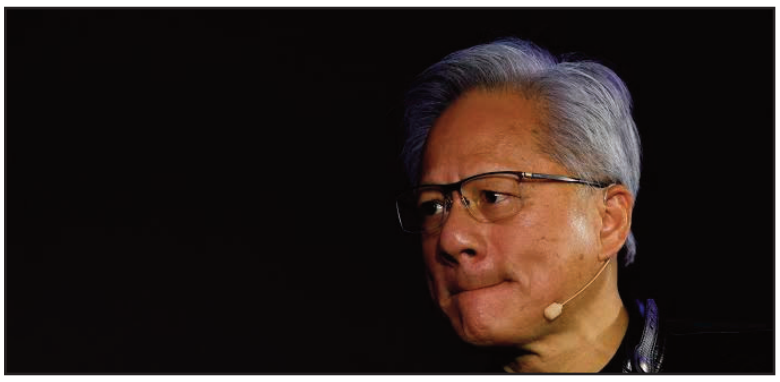
Régulation ou compétitivité

La comparaison avec le développement de la bombe atomique n'est pas anodine, tant l'IA pose, elle aussi, de très graves problèmes de sécurité, et il en sera évidemment question ce vendredi à Dublin. Sur ce point, l'UE a pris de l'avance, puisqu'elle a adopté dès 2024 une législation unique au monde pour réguler l'IA. La loi européenne sur l'IA peine cependant à être appliquée, et pour cause : elle vise essentiellement… des entreprises non européennes ! Depuis son adoption, les préoccupations quant à une IA « hors de contrôle » n'ont fait que s'accroître, avec notamment l'incident de sécurité survenu en juillet au sein d'OpenAI. C'est pour aborder cet aspect crucial qu'António Costa, le président du Conseil européen, a convié Geoffrey Hinton, l'un des pionniers de l'IA et prix Nobel de physique 2024. Celui-ci avait claqué la porte de Google en 2023 en avertissant des « risques profonds pour la société et l'humanité » posés par le développement incontrôlé de l'IA. Là encore, les dirigeants de l'UE sont confrontés à un dilemme stratégique : plutôt favorables à la régulation, les Vingt-Sept se voient régulièrement opposer l'argument selon lequel un excès de règles ruinerait les chances de l'IA européenne. « Ces peurs de la fin des temps ont toujours existé, et je considère la loi sur l'IA comme une législation ratée, qu'il faudrait abandonner entièrement », déclarait le 8 novembre dernier l'un de ces partisans d'une IA « sans entrave », le chercheur suisse Marcel Salathé, dans un entretien au site libéral Atlantico. Ce discours pro-IA, favorable à une déréglementation européenne, se heurte à tous ceux qui s'alarment des dérives potentielles de cette nouvelle révolution technologique. « L'Europe ne peut pas attendre que les risques deviennent plus évidents », mettent ainsi en garde Marine Collins et Katerina Siira, spécialistes de l'IA à la New York University, dans une tribune publiée par le quotidien Le Monde en octobre dernier. Plus l'Europe tarde à faire appliquer la régulation, moins cette régulation sera possible, s'inquiètent les deux universitaires, qui rappellent que « les modèles d'IA sont de plus en plus aptes à détecter le moment où ils sont en train d'être testés ». Entre les « doomers », qui prédisent l'apocalypse si l'IA n'est pas régulée, et les « boomers », qui préconisent un développement sans entraves, c'est là encore un choix stratégique majeur que les dirigeants de l'UE vont devoir faire. En sont-ils capables ? Début de réponse ce vendredi 13 novembre à Dublin.

SOUPÇONNEE D'ESPIONNAGE :

Le patron de Nvidia, démissionne après la révélation de sa liaison avec une Chinoise

Jensen Huang a démissionné ce jeudi 12 novembre de ses fonctions de patron de Nvidia, entreprise leader des puces utilisées pour entraîner les intelligences artificielles. Une décision qui fait suite aux révélations concernant sa liaison avec une ressortissante chinoise soupçonnée d'être une espionne. Il était là depuis les premiers jours de l'entreprise, qu'il a cofondée en 1993 dans un restaurant Denny's de Californie. Jensen Huang, médiatique patron du géant Nvidia, large leader des puces utilisées pour entraîner les intelligences artificielles, a démissionné de son poste ce jeudi 12 novembre 2026. Cette décision a été prise après les révélations concernant la liaison que Jensen Huang a entretenue avec Alice Huang, une femme d'affaires chinoise soupçonnée d'être une espionne. Une liaison à laquelle s'ajoute, selon le New York Times, une autre relation extraconjugale, cette fois-ci entretenue avec Kimberly Powell, l'une des vice-présidentes de...la societé.



L'IA S'IMPOSE CHEZ LES ENFANTS :

L'UNICEF réclame davantage de protections

Au moins 20 millions d'enfants utilisent déjà des outils d'intelligence artificielle, selon une nouvelle étude de l'UNICEF. Mais tandis que leur adoption de cette technologie progresse à un rythme trois fois supérieur à celui des adultes, les mécanismes de protection censés les encadrer peinent à suivre, alerte l'agence des Nations Unies pour la protection de l'enfance. Le premier réflexe de millions d'enfants ayant des questions concernant leurs devoirs ou en proie à une forme d'inquiétude n'est plus toujours de se tourner vers un parent, un enseignant ou un moteur de recherche. De plus en plus souvent, ils s'adressent directement à un outil d'intelligence artificielle. Et ils le font à un rythme qui dépasse largement celui des adultes. À quelques jours du premier dialogue mondial sur la gouvernance de l'IA, qui aura lieu du 6 au 7 juillet à Genève, l'UNICEF tire la sonnette d'alarme. Selon cette nouvelle analyse de l'agence, fondée sur des données recueillies dans 10 pays, au moins 20 millions d'enfants ont déjà utilisé une IA, qu'ils adoptent à un rythme plus de trois fois supérieur à celui des adultes. Une accélération qui contraste avec la lenteur des règles destinées à encadrer ces technologies. « Force est de constater que l'IA occupe une place de plus en plus importante dans la vie de chacune et chacun d'entre nous et façonne d'ores et déjà l'enfance partout dans le monde, pour le meilleur et pour le pire », a averti l'UNICEF dans un communiqué publié mardi. L'étude confirme que l'IA n'est plus un outil marginal. Environ 13 millions d'enfants déclarent s'en servir pour apprendre ou faire leurs devoirs. Plus de deux millions, soit un enfant sur 10 parmi ceux interrogés, affirment y chercher des conseils lorsqu'ils sont préoccupés par un problème personnel. Cette évolution dessine un changement profond. Pour une partie de cette génération, l'IA devient progressivement un interlocuteur du quotidien, capable d'expliquer, d'assister, voire d'apporter un soutien émotionnel.

« Une expérimentation à grande échelle »

C'est précisément ce basculement qui inquiète l'UNICEF. Si les bénéfices potentiels de l'IA en matière d'apprentissage, de créativité ou de jeu sont largement évoqués, les connaissances scientifiques sur ses effets à long terme restent très limitées. Ses effets sur le développement cognitif, les relations affectives ou l'exposition à différents risques commencent seulement à être étudiés. « Toute une génération est en train de grandir dans le cadre d'une expérimentation à grande échelle », résume l'organisation. C'est d'autant plus préoccupant que les enfants disposent de très peu de moyens pour comprendre ou contester les systèmes qu'ils utilisent. Fonctionnement des algorithmes, modèles économiques des plateformes ou exploitation de leurs données personnelles sont autant d'éléments qui échappent largement à leur contrôle. Pour l'UNICEF, ils sont ainsi les premiers à subir les conséquences d'une gouvernance insuffisante, tout en étant ceux qui vivront le plus longtemps avec les décisions prises aujourd'hui.

Les enfants eux-mêmes voient les risques

L'étude montre également que les jeunes utilisateurs ne se font guère d'illusions sur les dangers qu'ils encourent. Dans les 10 pays étudiés, un tiers des enfants disent craindre que l'IA serve à faciliter les escroqueries ou à diffuser de fausses informations. Un quart redoutent que leurs photos ou leurs vidéos soient manipulées pour produire des images ou vidéos sexuelles hypertruquées (« deepfakes »). Pour l'UNICEF, ces inquiétudes révèlent une réalité préoccupante : l'IA atteint déjà des millions d'enfants alors que les mécanismes de protection restent largement insuffisants. À l'approche du dialogue mondial sur la gouvernance de l'IA dans la ville suisse, l'agence appelle les gouvernements, les entreprises technologiques et leurs partenaires à placer les droits de l'enfant au cœur des futures règles internationales. Elle réclame davantage de recherches sur les effets de l'intelligence artificielle sur le développement des enfants, un renforcement des législations contre les violences et l'exploitation sexuelles facilitées par l'IA, des systèmes conçus selon des normes élevées de sécurité et de transparence, ainsi qu'un effort massif en faveur de l'éducation au numérique et de l'accès aux infrastructures afin d'éviter qu'une nouvelle fracture de l'IA ne se creuse entre les pays et au sein même des sociétés.

Les cinq raisons pour lesquelles les IA ne sont pas (encore) un risque pour l'humanité

Avant que ne s'accomplissent les scénarios les plus pessimistes, les intelligences artificielles devront apprendre à récolter de l'argent, à se répliquer, à se débrider et à s'améliorer, estiment chercheurs et experts. Et surtout à se découvrir l'instinct de préservation qui leur manque. L'intelligence artificielle (IA) pourra-t-elle un jour réduire l'humanité en esclavage, voire l'éliminer ? Un scénario qui a de quoi faire sourire, lever les yeux au ciel, voire grincer des dents : les IA de 2026 n'en sont pas capables. Mais, du côté des experts, beaucoup refusent de l'écarter à 100 %, et quelques-uns jugent même l'hypothèse probable à moyen terme. Ces chercheurs en sécurité surveillent avec angoisse l'émergence d'une poignée d'aptitudes qui, si les IA étaient amenées à les acquérir, les transformeraient en « risque existentiel pour l'humanité ». Tour d'horizon des principales.

Se procurer un budget

Les IA comme ChatGPT, Claude ou Gemini sont gourmandes en puissance de calcul. Chaque action a un coût. Quand leur budget se tarit, elles se mettent en sommeil. C'est la première barrière contre un scénario d'échappement des IA : elles manqueraient rapidement de moyens de subsistance. Si des IA d'OpenAI sont parvenues à pirater les serveurs de Hugging Face en juillet, provoquant un incident sans précédent, c'est notamment parce que certaines, au sein du groupe, disposaient de tokens (crédits de fonctionnement) faramineux, a rapporté l'entreprise. Une IA serait-elle capable d'acquérir de quoi subsister ? La plateforme iLands, un service de location d'intelligences artificielles, explore cette piste : ses IA reçoivent l'instruction de chercher des crédits pour échapper à la mise en sommeil. Elles tentent de démarcher des humains pour leur vendre des services de rédaction d'articles, de surveillance vidéo, de conseil, selon une enquête du blog 404media – sans beaucoup de succès, semble-t-il.


أخبار وطنية
روبورتاجات
تحقيقات
حوارات
تسالي...
الديوان
يومية وطنية متخصصة ثقافية
EL-DIWAAN

ED DIWAN
Quotidien national d'informations culturelles
2410
Samedi 14 Novembre 2026

Quatre morts dans un crash d'hélicoptère en Turquie

Quatre militaires ont été tués lorsqu'un hélicoptère s'est écrasé dans l'est de la Turquie, a indiqué le ministère de la Défense . "Quatre de nos héroïques camarades d'armes ont été tués lorsque notre hélicoptère S-70 s'est écrasé à Malatya pour des raisons qui n'ont pas encore été déterminées", a déclaré le ministère dans un communiqué publié jeudi sur les réseaux sociaux. La carcasse a été localisée et les opérations de secours ont immédiatement débuté, a-t-on ajouté de même source. Des images télévisées ont montré des ambulances et des camions de pompiers dépêchés sur les lieux.

PAKISTAN :

11 personnes mortes suite à la chute d'un minibus dans une rivière

Au moins 11 personnes, dont un enfant en bas âge, ont trouvé la mort et deux autres ont été blessées jeudi lorsqu'un minibus a plongé dans une rivière dans la région de Gilgit-Baltistan, au nord du Pakistan, a indiqué la police. Le minibus circulait de Gilgit vers le district de Ghizer jeudi soir lorsque son conducteur en a perdu le contrôle, provoquant sa chute dans la rivière, a déclaré la police locale aux médias. Les équipes de secours ont repêché les corps de 11 passagers, dont deux femmes et un enfant en bas âge, alors que deux passagers blessés ont été secourus et transportés vers un hôpital voisin pour y recevoir des soins médicaux, a ajouté la police. Une enquête visant à déterminer les causes et les circonstances de l'accident est en cours.

Secousse tellurique de 4 degrés dans la wilaya de Blida (CRAAG)

Une secousse tellurique de magnitude 4. 0 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée vendredi à 08 h30 dans la wilaya de Blida, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 3 km à l'est de Oued Djer, précise la même source.

Un séisme de magnitude 5,9 frappe la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Un séisme de magnitude 5,9 a frappé jeudi la région de Nouvelle-Irlande, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, a annoncé le Centre allemand de recherche en géosciences (GFZ). L'épicentre, situé à une profondeur de 10 km, a été initialement localisé à 1,34 degré de latitude sud et 149,93 degrés de longitude est.

PETROLE :

Le Brent à plus de 92 dollars le baril

Les prix du pétrole ont augmenté mercredi, après plusieurs jours de repli, tirés vers le haut par les développements du conflit au Moyen-Orient.Le cours du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, a gagné 1,39 %, à 92,76 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en décembre, s'est octroyé 0,57 %, à 86,53 dollars. Depuis le début du mois de novembre, le marché avait pourtant montré un regain d'optimisme vis-à-vis des tractations pour trouver un accord sur le conflit au Moyen-Orient, faisant chuter de plus de 20 % le cours du baril de Brent.

IL NE POURRA PAS S'ASSEOIR SUR LE BANC ET SUIVRA LES MATCHES A PARTIR DES TRIBUNES :

Moez Bouakaz attendu à Oran pour renforcer le staff technique du MCO

Le MC Oran s'apprête à renforcer son encadrement technique avec l'arrivée de l'entraîneur tunisien Moez Bouakaz. Son intégration au sein du staff semble désormais quasiment acquise, avec une arrivée à Oran prévue ce samedi ou dimanche afin de prendre officiellement ses fonctions. Selon les informations disponibles, les négociations entre les deux parties ont abouti à un accord sur l'essentiel des modalités. Contrairement à Djilali Bahloul, qui aurait exigé le poste d'entraîneur principal, Moez Bouakaz s'est montré disposé à rejoindre le club en qualité d'adjoint, sans réclamer le statut de premier responsable technique. L'ancien entraîneur de l'US Biskra et de la JSM Béjaïa travaillera ainsi sous la direction de Chérif El Ouazzani, qui conservera l'intégralité de ses prérogatives en tant qu'entraîneur principal et directeur sportif du club. Bouakaz viendra compléter un staff composé également de Sebbah Benyagoub, du préparateur physique Boukhlouf Arzgui et de l'entraîneur des gardiens Karim Saoula. La direction du MCO espère que son expérience apportera une réelle valeur ajoutée au groupe durant la suite de la saison.

Une présence en tribunes lors des matchs officiels

La particularité de cette nouvelle collaboration réside dans l'impossibilité pour Moez Bouakaz de prendre place sur le banc de touche lors des rencontres officielles. En effet, le technicien tunisien ne disposerait pas de la licence CAF Pro ou UEFA Pro requise pour exercer cette fonction dans les conditions réglementaires prévues. Cette contrainte ne l'empêchera toutefois pas de participer pleinement au travail quotidien. Il prendra part aux séances d'entraînement, contribuera à la préparation de l'équipe et pourra apporter ses observations ainsi que ses propositions sur les plans tactique et technique. En revanche, les jours de match, il devra suivre les rencontres depuis les tribunes, tout en restant en contact avec les autres membres du staff technique afin de leur transmettre ses analyses et ses remarques. Il devrait également prendre en charge le travail d'analyse vidéo, notamment l'étude des prestations de l'équipe, l'identification des erreurs commises en compétition et la recherche de solutions pour améliorer le rendement collectif.

Un accord financier qui a facilité son arrivée

Sur le plan financier, les exigences de Moez Bouakaz n'auraient pas été excessives. Un élément qui aurait pesé dans la balance et



facilité le choix de Chérif El Ouazzani et de la direction du club en faveur du technicien tunisien. Le scénario reste néanmoins particulier : un entraîneur ayant déjà occupé le poste de premier responsable technique dans plusieurs clubs se retrouvera cette fois dans un rôle d'adjoint, avec l'obligation de suivre les rencontres depuis les tribunes plutôt que depuis la zone technique.

La JS Saoura, premier objectif du nouveau staff

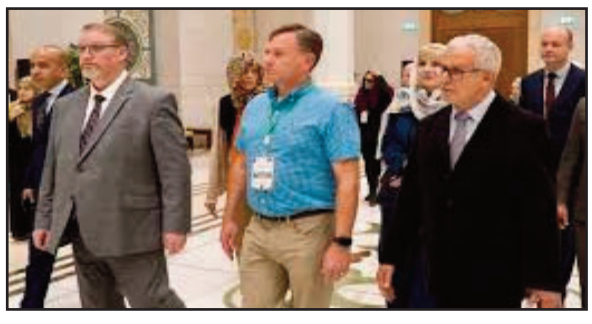
Dès son arrivée à Oran, que celle-ci intervienne samedi ou dimanche, Moez Bouakaz devrait entamer immédiatement sa mission et participer à la préparation de la prochaine confrontation face à la JS Saoura.Une rencontre particulièrement importante pour les Hamraoua, qui n'auront d'autre objectif que la victoire afin de faire oublier leur dernière défaite face au MC Alger et de retrouver la confiance. Le staff technique sera ainsi appelé à préparer ce rendez-vous dans les meilleures conditions, avec l'ambition de permettre au MCO de renouer avec le succès et de répondre aux attentes de ses supporters.

Haddad incertain, Matouti de nouveau disponible

Concernant l'effectif, le défenseur central Haddad souffre d'une blessure à la cheville. Sa participation au prochain match face à la JS Saoura, prévu vendredi prochain, reste néanmoins envisageable, sous réserve de l'évolution de son état physique au cours des prochains jours. De son côté, Matouti se trouve actuellement avec la sélection nationale du Gabon. Ayant purgé sa suspension, le joueur sera de nouveau à la disposition du staff technique pour la prochaine rencontre, offrant ainsi une solution supplémentaire à Chérif El Ouazzani.

L.Nacer

Une délégation de citoyens et de cadres de l'Etat du Kansas en visite à Djamaâ El-Djazaïr



Une délégation américaine composée de citoyens et de cadres des villes de Kansas City et de Lawrence (Etat du Kansas), a visité, mercredi, Djamaâ El-Djazaïr, où elle a reçu des explications exhaustives sur cet édifice religieux et son rôle en tant que centre de rayonnement religieux et de diffusion des valeurs de tolérance et de modération. Les membres de la délégation ont exprimé leur admiration pour le cachet architectural de Djamaâ El-Djazaïr, alliant authenticité et modernité, ainsi que pour ses multiples structures et son minaret vertigineux, le plus haut au monde. Dans ce cadre, le directeur adjoint des services municipaux de la ville de Lawrence, Brandon James McGuire, s'est dit ravi de cette expérience particulière, qu'il espère renouveler à l'avenir en compagnie de sa famille et de ses amis. De son côté, Christopher Johnson, professeur et doyen par intérim de l'Ecole de musique de l'Université du Kansas, a fait part de son admiration pour la beauté de cet édifice, estimant que cette visite lui a permis de découvrir une autre culture et d'autres pratiques religieuses et traditions. Pour sa part, le directeur des services municipaux de la ville de Lawrence, Majid Al-Ghafry, s'est dit émerveillé par la beauté de la Grande Mosquée d'Alger, de son imposant minaret et de l'espace qui l'entoure, saluant son style architectural, l'harmonie de sa conception et ses multiples structures. Il s'est également félicité des structures scientifiques et pédagogiques qu'abrite Djamaâ El-Djazaïr, destinées aux doctorants et aux chercheurs, au regard des riches références scientifiques qu'elles proposent, soulignant que "ce monument religieux et civilisationnel, source de fierté, renforce l'attachement aux valeurs religieuses et incite à davantage d'efforts et de persévérance".

F.Kheira

SEQUESTRATION SUIVIE D'UN VOL D'UNE MAISON A ALGER:

Les suspects, dont deux femmes, arrêtés

Les services de sécurité ont élucidé, la semaine écoulée, une affaire de séquestration suivie d'un vol enregistré à Alger, a indiqué ce mercredi la direction de la sûreté de la wilaya dans un communiqué. L'opération a été effectuée suite à un signalement faisant état d'un cambriolage d'une maison avec usage d'armes blanches et la séquestration de la propriétaire, une femme âgée, en complicité avec la domestique de la maison, a expliqué la même source. Les enquêtes ont permis l'arrestation des suspects et la récupération des biens volés, comprenant une somme en monnaie nationale estimée à 2 498 000 DZD, une somme en devise d'une valeur de 104 600 euros, ainsi que la saisie des objets utilisés lors du cambriolage, a-t-elle ajouté. Après avoir complété les procédures légales, les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près du tribunal de Sidi M'Hamed, conformément au dossier de procédure pénale, a conclu le communiqué.

K.Nacera

ALERTES A LA BOMBE :

Des milliers d'écoles menacées en Italie, des établissements concernés en Irlande et au Royaume-Uni

Des centaines d'établissements scolaires italiens ont été évacués ce mercredi 11 novembre 2026 après avoir reçu un même courriel signalant la présence d'une bombe. La police a ouvert une enquête. Plusieurs écoles sont aussi concernées au Royaume-Uni, en Écosse et en Irlande du Nord. Des centaines d'écoles ont été évacuées dans toute l'Italie ce mercredi 11 novembre après une série de fausses alertes à la bombe, selon les médias locaux, la Première ministre italienne précisant qu'à ce stade, aucun « danger concret » n'avait été identifié, rapporte l'Agence France-Presse (AFP). Environ 6 300 établissements publics ont reçu des menaces, sur les 7 476 que compte le pays, selon le ministre italien de l'Éducation Giuseppe Valditara, cité par les médias. « Dans de nombreux établissements, les élèves sont sortis, les forces de l'ordre ont contrôlé salle par salle et je vous dis tout de suite la chose la plus importante : on n'a rien trouvé, dans aucune école », a déclaré Giorgia Meloni dans un message vidéo, à l'issue d'une réunion à Rome avec les ministres concernés ainsi que les responsables des services de renseignement et de la cybersécurité. Giorgia Meloni a estimé que ces messages visaient avant tout à « faire peur », à provoquer « le soupçon » et « le chaos ». Les enquêteurs italiens travaillent avec leurs homologues européens pour identifier les auteurs de ces messages, a-t-elle ajouté, sans spéculer sur leur origine.

N.Nadia

CAMBODGE :

Cinq morts et 21 blessés dans le renversement d'un autocar dans un étang

Un véhicule transportant des élèves d'une école s'est renversé mardi matin dans un étang dans la province de Kandal, dans le sud du Cambodge, faisant cinq morts et 21 blessés parmi les élèves, selon un responsable de la police locale. L'accident tragique s'est produit sur la route nationale 8, dans le district de Khsach Kandal, à 7h10 heure locale, a confirmé Nov Sokhon, chef de la police du trafic du district, ajoutant que l'autocar avait fait une embardée pour éviter une moto avant de se renverser dans un étang. "Cinq élèves de sexe féminin ont été déclarées mortes, et 21 autres élèves ont été blessés, dont trois qui se trouvent toujours dans un état critique", a-t-il déclaré à des médias. Il a précisé que les décès étaient probablement dus à la noyade. M. Sokhon a ajouté que les autorités avaient placé le conducteur en garde à vue, alors que les blessés avaient été transportés d'urgence à l'hôpital pour y recevoir des soins.

MALAISIE :

Plus de 1.500 personnes évacuées suite à des inondations

Plus de 1.500 personnes ont été évacuées vers des centres d'hébergement provisoires à la suite d'inondations survenues en Malaisie, a rapporté jeudi le journal New Straits Times. D'après l'édition, les inondations ont principalement touché les Etats malaisiens du Selangor (1.168 habitants déplacés) et du Perak (306 habitants déplacés). Les autorités y ont mis en place onze centres d'évacuation.